

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Un défi économique pour l'Algérie

L'entrée en vigueur de la loi 25-11, adoptée en juillet 2025 et venue modifier en profondeur le cadre posé par la loi 18-07 sur la protection des données personnelles, impose désormais aux entreprises un niveau d'exigence inédit. Cette réforme juridique, qui renforce les obligations, les contrôles et les sanctions, place l'ensemble du tissu économique face à un défi qui s'annonce coûteux, complexe, mais surtout inévitable. P 3



ALGERIA WOODTECH 2025

Saut qualitatif et perspectives prometteuses pour la filière bois en Algérie

Portée par un élan entrepreneurial croissant et l'innovation des acteurs locaux, la filière bois et ses dérivés connaît une progression remarquable en Algérie, ont souligné les participants à une conférence organisée, samedi au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), en marge de l'ouverture de la 4e édition du Salon international du bois, de la menuiserie, des équipements et des technologies "Algeria Woodtech 2025".

P 2

SOMMET MONDIAL DE L'INDUSTRIE À RIYAD

L'Algérie dévoile sa stratégie industrielle et énergétique

L'Algérie a réaffirmé, lors du Sommet mondial de l'industrie – GIS 2025 tenu à Riyad, l'ambition qui anime aujourd'hui son essor économique et énergétique. En prenant part à la 21e session de la Conférence générale de l'ONUDI, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté une Algérie en pleine mutation, portée par des réformes profondes et des projets structurants qui redessinent le paysage industriel et énergétique national.

P 5

AGRICULTURE

Le ministre réunit les céréaliculteurs

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé samedi une réunion nationale consacrée aux perspectives de la filière céréalière, un secteur stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. Organisée au siège du ministère, cette rencontre a réuni les représentants des producteurs issus de plusieurs wilayas, le président de la Chambre nationale d'agriculture et le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

P 3

UNIVERSITÉ CONSTANTINE I

**Plus de 200 futurs diplômés
initiés à l'entrepreneuriat** P 2

430 ÉQUIPEMENTS PUBLICS, DONT 330
ÉCOLES, SERONT RÉALISÉS EN 2026

**150 milliards de DA
alloués par l'Etat** P 3

SALON "TASSHIIL"

**Une plateforme
de promotion
des innovations dans
le domaine financier** P 16

UNIVERSITÉ CONSTANTINE1

Plus de 200 futurs diplômés initiés à l’entrepreneuriat

Plus de 200 étudiants en fin de cycle de l’université Mentouri (Constantine 1), ont bénéficié de sessions d’initiation à l’entrepreneuriat, à l’occasion de la semaine mondiale dédiée à ce domaine, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de l’incubateur de cette université, Abdellatif Aib. L’initiative a ciblé des étudiants, futurs diplômés de différentes facultés de cet établissement d’enseignement supérieur ayant été formés sur les techniques et les méthodes de la création d’une micro-entreprise, en matière de gestion, comptabilité, marketing et finances, entre autres, a indiqué à l’APS, le même responsable, en marge de la clôture de la célébration de la semaine mondiale de l’entrepreneuriat, tenue du 17 au 23 novembre. La même source a indiqué d’autre part que 27 projets réalisés par des étudiants de la même université, ont obtenu le label " projet innovant", dans le cadre de la mise en œuvre de l’arrêté ministériel n 008 (un diplôme- une entreprise économique), modifiant et complétant l’arrêté ministériel n 12/75 du 27/09/2022, soulignant que ces projets touchent différentes spécialités dont la biologie, les sciences de la terre et de technologie, le droit et la langue anglaise. La concrétisation de ces projets dont 13 ont bénéficié de financement de prototype commercial, s’inscrit dans le cadre d’une convention de partenariat signée entre les Ministères de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de L’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ayant pour but la restructuration et la réforme des investissements dans le secteur des micro-entreprises et des instructions visant à générer des emplois, de nouvelles sources de revenus et à bâtir une économie diversifiée, et créatrice de richesse, a encore affirmé M. Aib. Placée cette année sous le slogan " Ensemble, construisons un écosystème entrepreneurial intégré ", la célébration de la semaine mondiale de l’entrepreneuriat vise à développer les capacités et les compétences entrepreneuriales chez les jeunes, notamment les étudiants, en les motivant et en leur offrant des contenus pouvant les aider à transformer leurs idées en projets, selon la même source. Des expositions sur des projets innovants et de recherches scientifiques et des rencontres de concertation ayant pour but de promouvoir l’esprit entrepreneurial en milieu universitaire, encadrées par des experts spécialisés et des cadres relevant des dispositifs d’aide à l’emploi, ont été programmés durant cette manifestation.

ALGERIA WOODTECH 2025

Saut qualitatif et perspectives prometteuses pour la filière bois en Algérie

Portée par un élan entrepreneurial croissant et l’innovation des acteurs locaux, la filière bois et ses dérivés connaît une progression remarquable en Algérie, ont souligné les participants à une conférence organisée, samedi au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), en marge de l’ouverture de la 4e édition du Salon international du bois, de la menuiserie, des équipements et des technologies "Algeria Woodtech 2025".

Par R.E.

Cette dynamique a permis de réduire la facture d’importation, passée à près de 50 millions de dollars en 2024, contre 700 millions de dollars il y’a quelques années, selon les intervenants de cette rencontre tenue à l’initiative de l’Organisation algérienne de commerce et de l’investissement social (OACIS), en présence de représentants de plusieurs ministères et institutions ainsi que des membres du Conseil de la Nation et de l’Assemblée populaire nationale. Dans ce cadre, le président de l’OACIS, Djaber Bensdira, a mis en avant une mutation progressive du secteur, portée par de nouvelles pratiques industrielles, une meilleure structuration de la chaîne de valeur et une montée en puissance des capacités de production locales. Il a relevé que la filière enregistre un "saut qualitatif" par rapport aux années précédentes, encouragée par les mesures engagées par les pouvoirs publics à travers divers textes réglementaires, cahiers des charges et facilitations douanières. Parmi ces mesures, figurent aussi l’accès prioritaire au foncier industriel pour les opérateurs du secteur et l’amélioration des conditions d’accès aux

matières premières, ce qui a permis de renforcer l’offre locale et de réduire significativement le recours aux meubles finis importés, a-t-il ajouté. «Ces avancées ont facilité la création de centaines d’unités spécialisées dans les portes, la menuiserie et les industries du bois», souligne M. Bensdira, ajoutant que la filière a également opté, afin de réduire les coûts logistiques, pour un système centralisé d’importation par navires au lieu de conteneurs, une démarche jugée "bénéfique pour l’accès aux matières premières, la maîtrise des coûts et l’allègement des dépenses publiques". L’instauration d’un mécanisme d’importation groupée pour les grands fournisseurs et la priorité accordée au produit national dans les marchés publics constituent, selon lui, un levier supplémentaire pour renforcer la production locale. Sur le volet export, le président de l’OACIS a souligné l’importance de la présence dans les salons internationaux, citant le succès de la participation algérienne au Salon de Nouakchott en mai dernier, où tous les produits exposés ont été écoulés et de nouveaux accords signés. Il a exprimé une même confiance concernant la prochaine participation au Salon de Dakar en décembre. De son côté, la représentante le ministère du

Tourisme et de l’Artisanat, Radia Zekhmi, a rappelé l’importance des métiers du bois dans le patrimoine artisanal national, précisant que 26.122 artisans sont recensés dans cette filière, contribuant à la valorisation des ressources forestières et à la satisfaction de la demande locale. Pour sa part, le directeur régional d’Alger du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Houcine Momen a salué la qualité et la diversité des produits exposés au salon, affirmant que les efforts se poursuivent pour soutenir le produit national et réduire davantage les importations. La représentante du ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels, Hamama Nacib, a présenté la contribution de son secteur au développement des métiers du bois, rappelant que cette branche figure parmi les 23 spécialités recensées dans la nomenclature officielle. Six formations diplômantes y sont proposées, dont la menuiserie bâtiment, la menuiserie maritime, l’ébénisterie, la charpente, l’industrie du bois et la menuiserie d’agencement, ainsi que des formations qualifiantes dans la restauration, la finition et le vernissage, selon la responsable précisant que 4.000 stagiaires sont actuellement en formation dans cette filière.

UNIVERSITÉ DE TISSEMSILT

Signature d’un accord de coopération avec l’institut chinois de recherche sur les cultures oléagineuses

L’Université "Ahmed Benyahia El Wancharissi" de Tissemsilt a récemment conclu un accord-cadre de coopération avec l’Institut chinois de recherche sur les cultures oléagineuses, a indiqué dimanche le recteur de l’établissement, Dr Abdelghani Choucha. Selon le recteur, l’accord a été signé avec

l’Institut de recherche sur les cultures oléagineuses relevant de l’Académie chinoise des sciences agricoles à Pékin. Il a été paraphé au nom de l’université de Tissemsilt par le vice-recteur, Dr Laakab Djilali, qui représentait le recteur lors du Forum sino-africain de l’innovation et de la coopération, tenu en

Chine du 19 au 21 novembre. Dr Choucha a précisé que cette convention s’inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et du partenariat international de l’université. Elle vise à ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration entre les deux institutions, notamment à travers le développement

de programmes d’échanges, la réalisation d’activités scientifiques conjointes, ainsi que le partage de résultats de recherche universitaires et de laboratoire. L’accord porte également sur l’échange de publications scientifiques dans le domaine des cultures oléagineuses et des variétés à haut rendement.

" HACKATHON DZ" DE L’INNOVATION ET DE L’ENTREPRENEURIAT À BISKRA

110 participants à la 4^e édition

Au total, 110 participants prennent part à la quatrième édition de la manifestation nationale " Hackathon Dz" de l’innovation et de l’entrepreneuriat ouvert samedi au Centre de recherche scientifique et techniques sur les régions arides de Biskra. Hafid Chokri, président de l’association " Biskra lit", initiatrice de cette manifestation de deux jours, a indiqué dans son allocution à l’occasion que cette événement national

regroupe des équipes de jeunes innovateurs en vue " d’ancrer la culture de l’innovation, renforcer leur formation et motiver chez eux l’esprit d’initiative pour soutenir une économie nationale fondée sur la connaissance et l’innovation technologique". Les jeunes participants sont répartis sur trois ateliers dédiés à " l’intelligence conceptrice" pour transformer une idée en projet, aux " plans des affaires commerciales"» pour transformer

l’idée en modèle de fiche technique de projet et aux " mécanismes de marketing, notamment numérique", selon la même source. L’occasion donnera lieu à des concours sur l’utilisation de la technologie et de l’intelligence artificielle (IA) en agriculture, hydraulique et environnement et les projets lauréats des premières places seront accueillis par le Centre de recherche scientifique et techniques sur les régions arides pour les développer en

modèles puis en entreprises, selon encore la même source. La manifestation, organisée en coordination avec l’Observatoire national de la société civile (ONSC) sous l’égide du ministère de l’Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, regroupe des directeurs exécutifs d’organismes et d’administrations publiques au côté de représentants de plusieurs associations locales, selon les organisateurs.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Un défi économique pour l’Algérie

L’entrée en vigueur de la loi 25-11, adoptée en juillet 2025 et venue modifier en profondeur le cadre posé par la loi 18-07 sur la protection des données personnelles, impose désormais aux entreprises un niveau d’exigence inédit. Cette réforme juridique, qui renforce les obligations, les contrôles et les sanctions, place l’ensemble du tissu économique face à un défi qui s’annonce coûteux, complexe, mais surtout inévitable.

Par Adem A.

Dans un pays où plus de trois millions d’entreprises opèrent, dont une immense majorité de petites structures encore peu familiarisées avec la gouvernance numérique, la mise en conformité avance lentement. Les secteurs les plus matures (banques, assurances et télécommunications) ont engagé depuis plusieurs années des investissements lourds pour structurer leurs traitements et protéger leurs données. En revanche, le e-commerce, la santé, l’éducation ou les très petites entreprises apparaissent en grande vulnérabilité, souvent faute de moyens, mais aussi par manque d’accompagnement. Pour Djallal Bouabdallah, spécialiste de la gouvernance numérique, ce retard n’est plus tenable. « Nous sommes à un moment où la donnée est devenue un actif stratégique. Elle a la valeur d’un capital, mais aussi la fragilité d’un risque. L’entreprise qui néglige sa gouvernance numérique s’expose à des sanctions, bien sûr, mais surtout à une perte de confiance qui peut être fatale », a-t-il affirmé sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. La loi 25-11 a introduit de nouvelles obligations qui bouleversent les pratiques. La désignation d’un délégué à la protection des données, la tenue d’un registre interne, l’encadrement strict des transferts à l’étranger ou encore l’obligation de notifier toute violation dans un délai maximal de cinq jours imposent aux entreprises une ri-

gueur qui n’était pas toujours installée. À cela s’ajoutent des sanctions nettement renforcées, allant de 20 000 dinars à un million de dinars, avec des peines pouvant atteindre cinq ans de prison en cas de négligence grave. Si ce dispositif peut sembler sévère, il répond à une réalité déjà palpable : arnaques sur les plateformes commerciales, exploitation abusive des photos d’enfants dans certaines écoles, circulation incontrôlée de documents administratifs sensibles, ou encore hébergement illégal de bases de données à l’étranger. Un laxisme devenu incompatible avec une économie qui aspire à la digitalisation. Pour cet expert, la mise en conformité ne doit pas être perçue comme une charge supplémentaire, mais comme un investissement vital. « La confiance numérique n’est pas un luxe. C’est un socle. Un pays qui ambitionne d’accélérer dans l’intelligence artificielle, le e-commerce ou les services en ligne doit sécuriser la donnée avant tout. Sans cela, il n’y a ni innovation durable, ni souveraineté numérique », a-t-il expliqué, rappelant que l’Algérie ne peut rester observatrice pendant que les grandes puissances structurent leur économie autour de la donnée. La réforme arrive dans un moment où la souveraineté numérique est devenue une question de sécurité nationale. Les risques de piratage, de transfert incontrôlé vers des pays hostiles ou d’exploitation stratégique de données sensibles ne sont plus théoriques. L’expérience des plateformes Covid, dont certaines données

avaient été hébergées hors du territoire national, reste ancrée comme un avertissement. La loi 25-11 vise justement à éviter ces dérives en exigeant un contrôle strict de toute opération de transfert. Si la marche paraît haute pour de nombreuses petites entreprises, la dynamique enclenchée semble néanmoins irréversible. Les autorités insistent sur la nécessité de structurer progressivement les organisations internes, de former les équipes et d’adopter des solutions numériques fiables. Pour l’expert, l’enjeu dépasse la simple conformité réglementaire. « Le véritable défi est de développer une culture de la donnée. Une culture qui valorise l’éthique, la transparence et la responsabilité. Tant que cette culture ne sera pas partagée, la loi restera perçue comme une contrainte, alors qu’elle est en réalité une opportunité de modernisation », a-t-il dit. Dans une Algérie où 45 à 47 millions de citoyens génèrent quotidiennement une quantité monumentale d’informations, la protection de ces données devient un impératif économique autant qu’un devoir institutionnel. La mise en conformité représente certes un coût, mais son absence pourrait en coûter bien davantage. Entre risque juridique et nécessité de compétitivité, les entreprises algériennes n’ont désormais plus le choix : s’adapter ou se fragiliser. Dans cette transition délicate, la loi 25-11 apparaît moins comme un obstacle que comme une étape indispensable vers une économie numérique plus sûre, plus moderne et plus souveraine.

MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR
Les walis procèdent à l’installation des cadres locaux concernés par le dernier mouvement partiel

Les walis de la République ont procédé à l’installation des cadres concernés par le mouvement partiel opéré récemment par le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, après approbation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. "Suite au mouvement opéré par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le 17 novembre courant, après approbation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et ayant touché le corps des inspecteurs généraux de wilaya, des directeurs de la réglementation et des affaires publiques, des directeurs de l'administration locale, des directeurs délégués de la réglementation, des affaires générales et de l'administration locale auprès de certaines circonscriptions administratives, les walis de la République ont procédé à l'installation des cadres concernés par ce mouvement", lit-on dans le communiqué. Ce mouvement vise à "consolider la cadence de développement et assurer l'application rigoureuse des décisions prises à cet effet, tout en renforçant la volonté d'insuffler une plus grande dynamique à l'action locale et de donner une forte impulsion au processus de développement à travers les différentes wilayas du pays", précise la même source, ajoutant qu'il intervient également "en consécration du principe d'accès des jeunes cadres aux postes de responsabilité au niveau des collectivités locales, en vue d'améliorer la performance administrative et d'assurer un service public meilleur et plus efficace au profit du citoyen".

430 ÉQUIPEMENTS PUBLICS, DONT 330 ÉCOLES, SERONT RÉALISÉS EN 2026

150 milliards de DA alloués par l’Etat

Par A. A.

En 2026, un budget de 150 milliards de dinars (DZD) sera alloué à la réalisation de 430 équipements publics, dont 330 établissements éducatifs. Ce programme vise à renforcer les infrastructures publiques et à améliorer les services essentiels pour les citoyens. Ainsi, cette initiative, portée par le ministre Mohamed Tarek Belaribi, témoigne de la volonté politique de garantir, dès l'année prochaine, une meilleure intégration entre l'habitat et les services publics essentiels. Lors d'une réunion conjointe avec Mohamed Seghir Saâdaoui, ministre de l'Éducation nationale, Belaribi a

rappelé que l'effort d'investissement consenti ces dernières années a pris une trajectoire ascendante, reflétant une volonté politique claire : rapprocher les infrastructures éducatives des nouveaux pôles urbains. Pour 2026, la répartition des équipements éducatifs illustre cette ambition : 200 écoles primaires, 80 collèges et 50 lycées, intégrés dès la conception aux programmes d'aménagement des nouveaux ensembles de logements. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité d'un mouvement largement entamé. Entre 2020 et 2024, 677 équipements éducatifs avaient été enregistrés, avant l'ajout de 224 équipements dans le cadre de la loi de fi-

nances 2025. Mais l'année 2025 a surtout marqué un bond spectaculaire en matière de livraison : 322 structures éducatives ont été réceptionnées en une seule année, soit plus de la moitié de ce qui avait été livré entre 2020 et 2024. Une accélération qui, selon le ministre, « traduit le passage d'une logique de programmation à une logique de concrétisation ». Dans cette optique, Belaribi a instruit les directeurs des équipements publics de lancer les établissements scolaires en parallèle des chantiers de logements, notamment dans le cadre du programme Aadl 3, dont 46 000 unités viennent d'être lancées, dont 8 000 dans le pôle urbain de Sidi Saâd à Constan-

tine. « Les citoyens doivent emménager dans des quartiers complets, où l'école, comme les autres services publics, n'arrive pas en décalé mais fait partie intégrante de la vie du nouveau quartier », a insisté le ministre. Un second volet des directives concerne les bureaux d'études, appelés à concevoir des établissements scolaires au cachet architectural renouvelé, alliant modernité, identité urbaine algérienne et respect des standards pédagogiques. Belaribi a cité « l'exemple inspirant de l'école livrée récemment à Laghouat », désormais considérée comme une référence nationale. Pour garantir le respect des délais, la qualité des ouvrages et la levée

rapide des contraintes, le ministre a enfin annoncé la création de commissions locales de suivi, présidées par les directeurs du logement et regroupant les responsables des équipements publics et ceux de l'éducation. Leur mission : assurer une coordination directe sur le terrain et suivre quotidiennement l'avancement des projets, particulièrement dans les nouveaux quartiers en construction. Avec ces 150 milliards de dinars alloués et un programme d'équipements d'une ampleur inédite, 2026 devrait ainsi s'imposer comme une année charnière, consolidant l'idée d'un urbanisme intégré où habitat et éducation avancent désormais au même rythme.

CENTRE D’APPEL COMMUN DES OPÉRATEURS DU SECTEUR

Le ministre Zerrouki lance la phase expérimentale

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a procédé, dimanche à Ouargla, au lancement de la phase expérimentale du Centre d'appel commun des opérateurs du secteur (Algérie -Télécom, Algérie-Poste et Mobilis), localisé au quartier Béné-Thour, le premier du genre dans le Sud. Doté d'équipements de télécommunications de pointe, ce Centre constituera une plateforme commune de réception des appels des citoyens, le traitement, numérisé et ordonné, de leurs doléances, et la fourniture systématique d'informations sur les différentes prestations du secteur de la Poste et des Télécommunications, a indi-

qué le ministre. Il sera chargé d'orienter les appelants vers les services spécialisés et d'assurer la liaison avec les instances du secteur, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité des prestations et la consolidation du processus de transition numérique, a-t-il ajouté. Le projet ouvrira également des perspectives prometteuses en matière d'emploi, avec la création de 480 emplois directs dans sa première phase, a poursuivi M. Zerrouki, soulignant que le secteur, de façon générale, connaîtra un renfort supplémentaire, dès le début de 2026, de près d'un millier de nouveaux emplois. Cette démarche, a-t-il expliqué, intervient dans le cadre de la stratégie na-

tionale de digitalisation et de décentralisation administrative, visant une amélioration de la relation entre l'administration et le citoyen à travers des canaux plus efficaces et rapides, à la hauteur de la dynamique de numérisation que connaît le pays, et d'ouverture sur de nouvelles sources génératrices de richesses, hors hydrocarbures. Le Centre d'appel commun des opérateurs du secteur sera élargi progressivement pour accueillir à l'avenir d'autres entreprises économiques, a encore révélé le ministre, assurant, par la même occasion, que les facilités et les investissements nécessaires seront mobilisés pour accompagner ce projet, tout en encoura-

geant le partenariat et l'adhésion au système numérique national. M. Zerrouki a mis l'accent, par ailleurs, sur l'impératif d'évolution du modèle consommateur vers la génération de valeur ajoutée, en vue de contribuer à la hausse du produit national brut et d'encourager l'innovation et les services numériques. Au terme de sa visite, le ministre de la Poste et des Télécommunications a procédé à la mise en service du Centre IMS-Cloud (services multimédias en nuage) de l'entreprise Algérie-Télécom, où une présentation technique lui a été faite sur ses missions et sur la couverture de la wilaya en fibre optique.

NUMÉRISATION

Ooredoo Algérie participe au Cyber Security Forum

Ooredoo Algérie a marqué sa présence au Cyber Security Meetingby CTO Forum, qui s'est tenu du 18 au 20 novembre à Oran, un événement majeur dédié aux décideurs IT, DSI, RSSI, CTO, CCO ainsi qu'aux responsables de la cybersécurité des systèmes d'information et des infrastructures industrielles au sein des grandes entreprises et institutions algériennes.

Le forum a réuni des experts issus de secteurs stratégiques tels que l'Oil&Gas, les télécommunications, le transport, la banque et assurance, la santé, la défense, l'industrie, l'éducation et la recherche, le CTO Forum s'impose comme une plateforme incontournable pour l'échange de connaissances et le partage de solutions innovantes en matière de sécurité numérique.

En tant qu'opérateur technologique Ooredoo Algérie a réaffirmé à cette occasion son engagement en faveur d'une transformation digitale sécurisée et performante, où des commerciaux de « Ooredoo Business » étaient présents pour répondre aux questions des visiteurs professionnels et leur proposer les offres et produits innovants de Ooredoo adaptés à leurs besoins. A travers ses offres professionnelles et ses solutions technologiques avancées, Ooredoo accompagne les organisations dans leur évolution numérique, en mettant l'accent sur la sécurité, la fiabilité et l'innovation.

La participation de Ooredoo à ce forum, dans sa stratégie visant à renforcer la résilience numérique des entreprises et des institutions, dans un contexte marqué par l'accélération des menaces en cybersécurité et des enjeux de souveraineté technologique.

Ooredoo a également eu l'honneur de sponsoriser le dîner de gala organisé dans le cadre de cet événement qui a permis de réunir l'ensemble des participants autour d'un moment convivial, favorisant les rencontres, la collaboration et le partage d'expériences entre leaders du secteur technologique et experts de la cybersécurité. À travers son implication dans cet événement d'envergure, Ooredoo confirme son rôle moteur dans le développement de l'écosystème technologique national.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Création d'un prix dédié à la gouvernance entrepreneuriale

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, samedi depuis la wilaya de Djelfa, la création d'un prix dédié à la gouvernance entrepreneuriale, destiné aux responsables des Centres de développement de l'entrepreneuriat et des incubateurs d'affaires des universités du pays. Il a expliqué qu'à l'occasion de la 17e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, son département a lancé cette distinction qui récompensera les gestionnaires de ces structures, suivant la nature des activités de tout un chacun et des résultats obtenus.

"L'annonce des trois premiers lauréats de ce prix est prévue lors de la prochaine édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat en 2026", a-t-il fait savoir.

S'adressant à la communauté universitaire et aux autorités locales de Djelfa, M. Baddari a salué la concrétisation à l'Université "Ziane Achour "de dizaines de projets liés à la création de micro-entreprises et au développement d'idées innovantes, estimant qu'ils "contribueront de manière significative à l'économie nationale".

Il a souligné que cette université constitue "un modèle réussi" dans l'application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire de l'étudiant un véritable partenaire du développement économique à travers le renforcement de ses compétences et son accompagnement dans la création de micro-entreprises, notamment celles soutenant la production locale.

TINDOUF

La ligne ferroviaire minière ouest sera achevée avant fin 2025

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a affirmé samedi à Tindouf que le projet de la ligne ferroviaire minière ouest reliant Gara Djebilet (Tindouf) à Beni Abbes et Bechar sera achevé avant la fin de l'année 2025.

Le ministre a entrepris une visite d'inspection dans la wilaya de Tindouf afin d'évaluer l'état d'avancement des travaux restants de ce grand projet, et de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour respecter les délais, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné sa mise en service dès le début de l'année 2026.

Au niveau de la base de vie du projet dans la commune de Tindouf, M. Djellaoui a reçu un exposé détaillé sur l'évolution des travaux. Il a rappelé, à cette occasion, l'importance stratégique de cette ligne, considérée comme un atout économique majeur pour le raccordement des zones de production minière au réseau national de transport et pour la dynamisation du développement économique.

Lors de son passage à la gare ferroviaire de Tindouf, située au point kilométrique 811, le ministre a inspecté les installations en cours de réalisation. Il a insisté sur le strict respect des normes techniques et de qualité, ainsi que sur l'accélération du rythme de travail afin de garantir la mise à disposition de la gare conformément au calendrier prévu. Il a également parcouru le tracé de la voie ferrée sur le tronçon compris entre les points kilométriques 805 et 785, où il a supervisé les travaux de pose des rails. Il a donné des instructions fermes aux entreprises réalisatrices pour mobiliser tous les moyens humains et matériels et travailler de manière continue, 24h/24, afin de respecter les délais.

M. Djellaoui s'est aussi rendu aux points kilométriques 787 et 769 pour suivre les opérations de pose des rails et inspecter plusieurs ouvrages d'art, dont les ponts réalisés par Cosider Travaux Publics, SE-

ROR et Sapta. Selon les explications fournies, sur les 45 ouvrages d'art prévus le long de la ligne minière ouest, d'une longueur de 20 km, 42 ont déjà été réceptionnés, tandis que les trois derniers, très avancés, seront achevés au cours de la semaine.

Concernant la pose des rails, les services techniques ont indiqué que 750 km ont été réalisés. Les travaux avancent à un rythme soutenu sur les 200 km restants, dans de bonnes conditions organisationnelles et techniques.

Le ministre a souligné que 380 km de rails ont été posés en 45 jours, soit une moyenne de 8,7 km par jour, illustrant, a-t-il dit, la dynamique impulsée par l'expertise nationale. Il a ajouté que 200 km supplémentaires seront posés en 40 jours grâce à la mobilisation de toutes les compétences et capacités nationales.

La visite du ministre dans la wilaya de Tindouf se poursuit avec l'inspection de plusieurs autres parties du projet de la ligne ferroviaire minière ouest.

COMMERCE

Abdellatif reçoit le président de l'APOCE

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a reçu, samedi, le président de l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), M. Mustapha Zebdi, dans le cadre des rencontres périodiques avec les différents acteurs du secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, Mme Abdellatif a indiqué que "l'ouverture de canaux de dialogue avec les associations de protection du consommateur est un pilier fondamental dans la mise en œuvre de la politique du secteur", précisant que "le ministère adopte une approche participative qui valorise le rôle de ces associations dans le suivi des préoccupations sur le terrain, le recensement des pratiques commerciales en infraction et la formulation de propositions constructives qui contribuent à la protection du consommateur et à l'amélioration de la transparence du marché", précise le communiqué.

La ministre a également réaffirmé "l'engagement du secteur à accompagner les initiatives bénévoles menées par le tissu associatif, au regard de son rôle dans la diffusion d'une culture de consommation consciente et responsable, en accord avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider la confiance et à renforcer la protection du pouvoir d'achat", ajoute la même source.

De son côté, M. Zebdi a présenté un exposé sur les principales activités bénévoles menées par l'organisation et ses programmes de sensibilisation, réitérant "sa disponibilité constante à ac-

compagner les efforts du ministère dans la promotion de la culture de la consommation responsable et la prévention des pratiques illégales", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR

ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,

DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 نوفمبر 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Novembre 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	58	67	48	البطاطا
	Tomate	127	146	107	الطماطم
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف
	Ail sec	688	760	615	الثوم الجاف
	Carotte	82	93	70	الجزر
	Navet	89	101	78	اللفت
	Choux fleur	108	123	94	قرنبيط
	Choux	95	110	80	الكرنب
	Courgette	114	130	98	الكوسة
	Haricot vert	145	165	126	الفاصولياء الخضراء
Laitue	107	120	94	الخس	
Fruits frais	Clémentine	231	280	181	كليمنتين
	Pomme locale	350	440	259	التفاح المحلي
	Datte	495	635	355	التمر
	Banane	440	453	425	الموز
	Raisin	298	345	250	العنب
	Grenade	169	202	136	الرمان
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1871	2021	1721	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	357	371	344	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	GPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

SOMMET MONDIAL DE L’INDUSTRIE À RIYAD

L’Algérie dévoile sa stratégie industrielle et énergétique

L’Algérie a réaffirmé, lors du Sommet mondial de l’industrie – GIS 2025 tenu à Riyad, l’ambition qui anime aujourd’hui son essor économique et énergétique. En prenant part à la 21e session de la Conférence générale de l’ONUDI, le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté une Algérie en pleine mutation, portée par des réformes profondes et des projets structurants qui redessinent le paysage industriel et énergétique national.

Par **Sirine R**

Dans son intervention, Mohamed Arkab a mis en lumière les transformations engagées sous l’impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L’Algérie s’est engagée dans un vaste chantier de diversification économique, avec un accent marqué sur le renforcement des industries de transformation, la modernisation des structures productives, l’essor de l’économie verte et circulaire, ainsi que la consolidation de la digitalisation. Ces efforts s’accompagnent d’un soutien accru à l’innovation, au développement du capital humain et à l’essor des start-ups et micro-entreprises, devenues un pilier de la nouvelle dynamique industrielle. Il a souligné que l’Algérie dispose d’un important potentiel en énergies renouvelables, grâce à sa position géographique et à son fort ensoleillement, ce qui en fait une base idéale pour le développement d’une économie durable fondée sur les énergies propres et l’hydrogène vert. Dans ce contexte, M. le ministre a présenté les grands projets énergétiques et structurants en cours en Algérie, notamment le projet du Corridor Sud pour l’hydrogène (South2 Corridor), destiné à l’exportation de l’hydrogène vert vers l’Europe, le projet d’interconnexion électrique MEDLINK entre l’Algérie et l’Italie, ainsi

que les programmes d’extension de la production d’énergies renouvelables et de développement de l’hydrogène et de l’ammoniac verts. Il a également salué la proposition de l’ONUDI d’assurer le secrétariat du projet South2 Corridor, compte tenu de son importance stratégique dans l’appui à la transition énergétique et le renforcement du partenariat Nord-Sud. En effet, ces atouts positionnent l’Algérie comme un futur pôle international de production d’énergie verte, notamment d’hydrogène renouvelable. La participation de l’Algérie à ce rendez-vous international a également permis de mettre en avant la coopération croissante avec l’ONUDI, qui accompagne plusieurs projets liés à l’économie verte, à la transformation numérique, à l’innovation industrielle et au développement des compétences. L’Algérie ambitionne désormais d’étendre ce partenariat aux domaines des énergies nouvelles, des chaînes de valeur industrielles et du renforcement de l’écosystème d’investissement. En rappelant les efforts entrepris au niveau continental, notamment l’engagement du président Tebboune à consacrer un milliard de dollars au financement de projets de développement en Afrique, l’Algérie confirme aussi sa volonté d’assumer un rôle moteur dans l’intégration industrielle et énergétique

du continent. Par ailleurs, le ministre Arkab a réaffirmé le soutien de l’Algérie aux déclarations du Groupe des 77 + Chine, du Groupe africain et du Groupe arabe, soulignant le rôle central de l’ONUDI dans l’appui au développement industriel, la promotion de l’innovation, le développement des compétences et l’accompagnement des pays face aux défis économiques et technologiques mondiaux. Il a exprimé la satisfaction de l’Algérie quant au déroulement des programmes de l’organisation, insistant sur l’importance de sa stabilité financière et de l’adoption d’un budget réaliste et efficace, tout en appelant les États membres à honorer leurs contributions financières. Le ministre a insisté sur la nécessité d’aligner les programmes de l’ONUDI avec les priorités du continent africain, notamment en matière d’énergies renouvelables, de transformation numérique, d’économie circulaire, de développement des compétences et de transfert technologique. En conclusion, M. Mohamed Arkab a appelé l’ONUDI à intensifier ses efforts pour lancer des programmes immédiats de reconstruction en Palestine, notamment dans la bande de Gaza qui a subi une destruction massive de ses infrastructures vitales, affirmant que le soutien au peuple palestinien frère demeure un pilier constant de la politique étrangère de l’Algérie.

ACTIVITÉ PORTUAIRE

Le port d’Oran se dote de cinq engins

Le port d’Oran s’est renforcé par l’acquisition de cinq nouveaux engins de manutention (chariots cavaliers ou chariots gerbeurs), dans le but d’améliorer les opérations de chargement et de déchargement, a-t-on appris auprès de l’entreprise portuaire. Selon la même source, et dans le cadre de la stratégie du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports visant la modernisation des infrastructures portuaires et le renforcement des capacités opérationnelles des ports commerciaux, l’Entreprise portuaire d’Oran (EPO) a lancé une opération de soutien qualitatif de sa flotte dédiée à la manutention des conteneurs. Dans ce contexte, l’EPO a réceptionné cinq nouveaux engins destinés à accroître la productivité des opérations de chargement et de déchargement, ainsi qu’à améliorer la fluidité de la circulation interne au port. Ces équipements comprennent trois engins capables de lever jusqu’à trois niveaux +1, permettant de manipuler des volumes plus importants de conteneurs avec une grande efficacité, ainsi que deux engins d’une capacité de levage d’un niveau +1, destinés principalement aux opérations rapides et précises sur les quais, a-t-on précisé. Cet investissement devrait contribuer à renforcer les capacités opérationnelles du port, réduire les délais de traitement des conteneurs et améliorer la compétitivité des services offerts aux clients et partenaires économiques. Il est rappelé que le terminal à conteneurs du port d’Oran s’est déjà doté, au cours du mois de novembre, de six engins modernes de type RTG pour la manipulation et l’empilage des conteneurs, ainsi que de trois nouvelles grandes grues destinées au déchargement des conteneurs du navire vers le quai, financés par le budget propre de l’entreprise. L’entreprise poursuit la mise en œuvre de son plan stratégique axé sur la modernisation des infrastructures, la numérisation des opérations et le renforcement des moyens de manutention, en vue de faire du port d’Oran un pôle majeur de la chaîne logistique nationale et régionale.

AGRICULTURE

Le ministre réunit les céréaliculteurs

Par **Réda Hadi**

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé samedi une réunion nationale consacrée aux perspectives de la filière céréalière, un secteur stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. Organisée au siège du ministère, cette rencontre a réuni les représentants des producteurs issus de plusieurs wilayas, le président de la Chambre nationale d’agriculture et le secrétaire général de l’Union nationale des paysans algériens (UNPA). L’objectif était clair : écouter les préoccupations des acteurs de terrain, évaluer les progrès accomplis ces dernières années et accélérer la mise en œuvre des réformes destinées à moderniser l’une des filières clés de l’économie agricole. Le ministre du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, qui a donc présidé cette réunion avait pour but un dialogue direct pour relancer une filière sous pression. Selon le communiqué du ministère, la réunion a donné lieu à un débat « élargi et franc » autour des réalités de la filière. Les producteurs ont exposé les difficultés accumulées au fil des années : sécheresses répétées, hausse des prix des intrants, endettement, déficit d’équipements agricoles modernes et complexité des procédures administratives. Des problèmes connus mais qui se sont aggravés sous l’effet combiné du changement climatique et de la forte dépendance du pays aux importations céréalières. Oualid a donc assuré que les pouvoirs publics travaillaient activement à trouver des

solutions dans les meilleurs délais, rappelant que l’État accordait une importance stratégique à cette filière, au cœur des priorités nationales en matière de souveraineté alimentaire. La rencontre a également permis de revenir sur les actions entreprises auparavant pour tenter de résoudre les difficultés du secteur. Ces dernières années, les pouvoirs publics ont engagé plusieurs réformes structurelles comme la réorganisation de la collecte et du stockage avec l’extension des capacités de l’OAIC. L’introduction progressive de techniques d’économie d’eau dans les régions les plus exposées à la sécheresse, ce qui entraîne la réhabilitation de terres agricoles à travers la mise à disposition de périmètres irrigués. Les réformes concernent également les programmes de formation ciblée pour les agriculteurs en collaboration avec les instituts techniques, et une facilitation de l’accès aux semences certifiées, notamment grâce au développement de nouvelles variétés mieux adaptées au climat. Ces efforts, bien qu’importants, n’ont pas suffi à combler l’ensemble des déficits accumulés. Les producteurs ont d’ailleurs insisté sur la nécessité de renforcer la cohérence entre les différentes politiques agricoles et d’accélérer l’application sur le terrain des mesures annoncées. Parmi les sujets prioritaires discutés figure la révision du système de subvention des intrants agricoles, notamment les engrais et les semences. Les producteurs ont dénoncé des délais d’approvisionnement trop longs, une disponibilité irrégulière et des mécanismes

de distribution parfois inadaptés. Le ministère s’est engagé à revoir ce système, considéré comme essentiel pour améliorer les rendements. L’objectif est d’optimiser les subventions, d’assurer une distribution plus équitable et de garantir la disponibilité des intrants au moment opportun, surtout dans les wilayas où la campagne agricole est fortement tributaire des précipitations. Les professionnels ont également soulevé la nécessité de développer de nouvelles offres d’assurance, adaptées aux risques croissants liés au climat. Les sécheresses répétées et les phénomènes climatiques extrêmes ont lourdement impacté les récoltes, aggravant l’endettement de nombreux exploitants. Le ministère a indiqué qu’un travail était en cours avec les compagnies d’assurance pour proposer des produits couvrant un éventail plus large de risques, allant des facteurs naturels aux pertes de rendement. Une mesure attendue depuis longtemps par les producteurs. L’autre chantier majeur, est l’exploitation de nouvelles ressources hydriques. Les producteurs ont réitéré leur inquiétude face à la diminution drastique des ressources d’eau conventionnelles. Pour y répondre, le ministère prévoit : La réalisation de nouveaux barrages ; la collecte et la mobilisation des eaux pluviales ; l’utilisation encadrée des eaux usées traitées pour l’irrigation et l’amélioration de l’irrigation de complément dans les zones pluviales. Ces mesures s’inscrivent dans la continuité des programmes antérieurs, qui avaient déjà permis d’améliorer l’irrigation dans certaines

zones, mais dont l’impact reste insuffisant au regard de l’ampleur du déficit hydrique. Par ailleurs, la modernisation des techniques culturales a également été au centre des discussions. Les producteurs ont demandé un meilleur accompagnement technique et un accès plus large au matériel agricole spécialisé afin de réduire les pertes lors de la récolte — parfois estimées à plus de 20 % dans certaines zones. Le ministre a rappelé l’importance de renforcer le rôle des instituts techniques, qui seront davantage associés à l’amélioration des itinéraires techniques adaptés aux spécificités de chaque région. La question du financement a occupé une grande partie des échanges. Le programme de crédit saisonnier « Rfig » devrait être révisé pour simplifier les procédures et mieux soutenir les agriculteurs. Les participants ont également demandé la création de microcrédits spécifiques pour les exploitants de petite taille. Concernant les agriculteurs endettés en raison de la sécheresse, le ministère a assuré qu’un mécanisme de traitement était à l’étude pour éviter l’effondrement de nombreuses exploitations déjà fragilisées. En conclusion, le ministre Oualid a affirmé que certaines préoccupations avaient déjà trouvé des solutions immédiates, tandis que d’autres nécessiteront un travail approfondi dans les semaines à venir. Il a réitéré l’engagement des pouvoirs publics à accompagner les producteurs céréaliers et à renforcer une filière dont dépend une part essentielle de la sécurité alimentaire nationale.

SÉTIF

Ouverture du 1er Salon national de l'emploi, de la formation et l'entrepreneuriat

La première édition du Salon national de l'emploi, de la formation et l'entrepreneuriat (Algeria job expo 2025) s'est ouverte samedi à la salle de conférences "The Dome" de Sétif avec la participation de 30 exposants représentants des entreprises économiques, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la manifestation, Mounir Tebib, a précisé que cet événement de deux jours, est organisé par l'entreprise "Ibit Center" d'organisation des expositions sous l'égide du wali de Sétif, Mustapha Limani et en coordination avec plusieurs organismes publics dont NESDA et la direction locale de la formation professionnelle, dans le cadre du développement des initiatives liées à l'emploi, la formation, la concrétisation des idées des porteurs de projets offrant un espace de rencontre entre les recruteurs, les chercheurs d'emploi et porteurs d'idées. Le Salon constitue une "opportunité de rencontre entre les chercheurs d'emploi et les chefs d'entreprises économiques en quête de compétences et d'une main d'œuvre qualifiée", selon la même source qui a indiqué que le Salon verra la présentation de 8 communications et des tables rondes sur divers thèmes dont la numérisation, l'intelligence artificielle (IA) et la gestion des ressources humaines. La manifestation a suscité un engouement des jeunes vers les divers stands dont ceux de l'industrie du médicament, du plastique, de l'électroménager, de la céramique et des services. De son côté, Hocine Lamouri, directeur de l'antenne locale de NESDA, qui a financé depuis le début de l'année 60 projets de jeunes porteurs d'idées, a inscrit la participation de l'agence dans le cadre de la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat (17-23 novembre) pour orienter et encadrer les jeunes dans la création de leurs entreprises.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Remise de 5 autorisations exceptionnelles d'exploitation de projets

Cinq autorisations exceptionnelles d'exploitation de projets d'investissement qui étaient en suspens pour des raisons techniques et administratives ont été délivrées à Bordj Bou Arreridj dans le cadre de l'élimination des entraves rencontrées par les porteurs de projets, apprend-on samedi des services de la wilaya.

Il s'agit de deux stations-services et d'unités industrielles de fabrication de pièces de rechange pour voitures, de détergents et d'appareils électroménagers légers, selon la même source. Selon la même source, le dossier de l'investissement a été examiné dernièrement lors d'une réunion présidée par le wali, Kamel Nouicer en présence des parties concernées pour suivre la situation des projets, accompagner les investisseurs et assainir le foncier industriel. La rencontre a abordé la relance des projets d'investissement dans le cadre de la commission de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement par le changement de l'activité et de la dénomination en vertu des articles 24 et 25 de

la loi 23-17 du 15 novembre 2023 outre l'examen de quatre dossiers sur les activités de fabrication de pneumatiques, de mobilier, de produits d'emballage, de transformation de plastique, de métallurgie, de mécanique et de stockage. Concernant le suivi des projets dans le cadre de la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, la même source a indiqué que 9 projets connaissent un avancement dans l'opération de délivrance de documents et autorisations administratives (actes de concession, actes d'urbanisme) et certains sont en début de réalisation au niveau des zones industrielles Belaid Abdelhamid à Ras El oued et Ouchiche Abdelmadjid à El Hammadia.

Ces projets offrent des alternatives à l'importation et des opportunités d'exportation pour faire de Bordj Bou Arreridj une wilaya leader sur le marché national et international surtout qu'elle s'apprête à participer à l'exposition internationale de Dakar (Sénégal) en décembre prochain. Depuis 2022, pas moins 140 autorisations exceptionnelles d'exploitation et 90 arrêtés de création ont été délivrés dont 40 arrêtés depuis le début de cette année 2025 outre 173 actes de concession permettant l'émergence d'unités dans divers domaines dont les compresseurs d'appareils électroménagers, les articles scolaires, de verre feuilleté et l'agroalimentaire.

BATNA

Réception prochaine de nouveaux équipements pour les services d'hémodialyse dans plusieurs hôpitaux

De nouveaux équipements médicaux seront livrés "prochainement" aux services d'hémodialyse de plusieurs hôpitaux de la wilaya de Batna, a affirmé samedi le directeur local de la Santé et de la Population D(SP) Hamdi Chagouri. Le même responsable a indiqué à l'APS qu'il s'agit de deux stations de traitement de l'eau ainsi que de quatre équipements avancés, jamais utilisés aupara-

vant dans la wilaya, servant à déterminer le poids réel des patients à chaque séance de dialyse, des équipements "extrêmement nécessaires" pour cette catégorie de patients. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme sectoriel géré par la direction de la Santé et de la Population, visant à améliorer les services de santé offerts aux patients, en particulier ceux issus des régions éloignées

ou rurales, a ajouté la même source. Le même responsable a rappelé que deux appareils d'hémodialyse ont été récemment acquis et installés à l'établissement public hospitalier (EPH) Ali Nemer, dans la ville de Merouana, suite aux recommandations du wali, Riyad Ben Ahmed, lors de sa visite inopinée au service d'hémodialyse de cet établissement. Le directeur du secteur a en ou-

tre indiqué que des travaux sont en cours pour renforcer les polycliniques de la wilaya en divers équipements médicaux en vue d'améliorer la prise en charge des patients, ajoutant qu'à ce jour, plus de 11 polycliniques, principalement situées dans des communes éloignées, ont bénéficié dans le cadre de cette opération.

SIDI BEL-ABBES

Projets de développement au pôle urbain de Telmouni

Plusieurs projets de développement sont en cours au pôle urbain de la commune de Telmouni, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, selon les services de la wilaya. Ces chantiers ont été inspectés samedi par le wali, Kamel Hadji. Lors de sa visite, le wali s'est rendu sur le chantier d'un lycée d'une capacité de 1 000 places pédagogiques, insistant sur la nécessité d'accélérer les travaux, de respecter les normes techniques et de garan-

tir la livraison de l'établissement pour la prochaine rentrée scolaire. Il a également suivi l'avancement de la réalisation d'un établissement hospitalier, donnant des instructions pour intensifier les efforts afin d'assurer sa livraison en mars prochain. M. Hadji a souligné l'importance de l'aménagement des abords, du raccordement aux réseaux essentiels et de l'équipement complet en matériel médical avant la mise en service. Le projet d'une école primaire a aussi été

inspecté. Le wali a demandé l'accélération des travaux, le raccordement aux différents réseaux et l'achèvement des aménagements extérieurs pour une ouverture lors de la prochaine rentrée scolaire. Enfin, le wali a visité le quartier des 500 logements publics locatifs, examinant les services disponibles pour les habitants. Il a ordonné le renforcement du transport urbain et scolaire ainsi que la création d'espaces verts afin d'améliorer le cadre de vie des résidents.

TIPASA

Large participation à la campagne de nettoyage des forêts

La vaste campagne de volontariat lancée samedi pour le nettoyage des forêts touchées par les incendies dans l'Ouest de la wilaya de Tipasa a enregistré une large participation des citoyens et des associations qui se sont mobilisés pour préserver ces espaces naturels. Dans les localités de Hadjret Ennous, Messelmoun, Larhat, et Gouraya, des centaines de volontaires ont afflué dès les premières heures de la journée, en réponse à l'appel de la direction de la

jeunesse et des sports (DJS) qui a lancé l'initiative sous le slogan "Avec la force de notre jeunesse, redonnons vie à nos forêts" pour nettoyer les sites ravagés par les flammes des incendies des 13 et 14 novembre courant. Des bénévoles venus des wilayas d'Alger, Blida, Médéa, Chlef, Aïn Defla et Boumerdes ont également pris part à l'opération. Le directeur de la jeunesse et des sports de Tipasa, Sofiane Outaghar, a fait état d'une participation de plus de 15.000

personnes, soulignant le sens civique élevé des volontaires, ainsi que la présence d'associations, de sportifs, d'athlètes olympiques, d'artistes et d'influenceurs, mobilisés pour donner à l'initiative l'élan nécessaire pour sa réussite. La semaine passée, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, avait présidé plusieurs réunions de coordination pour préparer cette opération, en collaboration avec la Conservation des

forêts, la Protection civile, la direction des ressources en eau et les responsables locaux. Les services de la wilaya ont programmé une série d'autres campagnes visant les zones forestières touchées par ces incendies ayant ravagé plus de 191 hectares de couvert forestier dans quatre (4) communes, à savoir Beni Milek, Larhat, Messelmoun et Hadjret Ennous, selon un bilan provisoire annoncé précédemment par le wali.

Javier Milei et les classes dominantes

Victoire du « libertarianisme », nouveau visage du « fascisme » : pour désigner l’expérience de Javier Milei en Argentine, les qualificatifs, même contradictoires, n’ont pas manqué.

1^{ère} partie

Par Pablo Rotelli

Une chose est certaine : les travailleurs argentins encourent une dégradation de leurs conditions de vie, au profit d’une minorité. Mais loin d’être le produit d’une adhésion de masse aux idées libertariennes, la présidence de Javier Milei résulte d’une reconfiguration des rapports de force au sein de la bourgeoisie argentine.

Pays périphérique et dépendant

Les Development studies, aujourd’hui dominés par les projets de la coopération internationale et « d’aide au développement », ont toutefois connu une solide période structuraliste, qui demeure éclairante pour analyser les dynamiques économiques et politiques de nombreux « pays du Sud ».

Le la est donné par la publication du théorème Prebisch-Singer en 1949, sous forme de note à la CEPAL. Se basant sur une étude quantitative, agrégeant des données issues des comptes nationaux de nombreux pays latino-américains, les auteurs avancent une découverte majeure, qui tord le cou aux tenants du libéralisme. Ils montrent qu’avec l’enrichissement mondial, les prix internationaux des biens primaires -que les pays du Sud exportent- augmentent moins vite que ceux des biens industriels, dans lesquels se spécialisent les pays du Nord, car « mieux dotés en capital ».

Depuis la fin du péronisme, l’Argentine se trouve en situation de « match nul hégémonique », où aucune fraction des classes dominantes (agro exportateurs ou industriels) ne parvient à s’imposer. Dès lors, la spécialisation productive apparaît comme un piège pour les trajectoires de développement les pays du Sud. La théorie de la dépendance est ainsi née, et devient la pierre angulaire à l’école du Structuralisme latinoaméricain. Si Cardoso, coauteur de Faletto devient président du Brésil en 1995 et applique une politique néolibérale, d’autres courants de cette école se rapprochent du marxisme et ressemblent furieusement à la théorie de l’impérialisme de Lénine ou de Rosa Luxembourg, où les « pays du sud » sont en réalité les « pays dominés par l’impérialisme ». Nous pensons ici à Ruy Mauro Marini par exemple, opposé au réformisme de Raul Prebisch.

La théorie de la dépendance, et plus largement le structuralisme latinoaméricain éclairent particulièrement bien l’histoire économique argentine.

En effet, lorsque l’Argentine se constitue en tant qu’Etat indépendant au XIXe siècle, sa place dans la division internationale du travail lui est déjà attribuée. Sa forte dotation en terres arables en fait un exportateur de biens primaires de choix. S’écarter de cette voie aurait été risquée : le Paraguay, qui a tenté une expérience industrialiste, visant à

concurrencer les manufactures britanniques, et qui a subi un massacre connu sous le nom de « la guerre de la Triple Alliance » (Argentine, Uruguay, Brésil), sait ce qu’il en coûte.

Au début du XXe siècle, l’Argentine est peu peuplée et dispose d’une rente d’exportation faramineuse. Cela fait dire à Milei, qui reprend maladroitement les estimations d’Angus Maddison, que l’Argentine était le pays à plus haut PIB par habitant, et que le péronisme -et plus généralement l’intervention de l’Etat- serait venu tout gâcher. Hormis le fait que le calcul du PIB n’existe pas avant 1950, que le classement d’Angus Maddison est estimatif et nécessairement biaisé, qu’il ne prend en compte que vingt pays, que l’Argentine ne se classe pas première mais huitième sur cette liste, Milei semble oublier la variable la plus explicative de l’évolution de la position de l’Argentine sur le classement des pays en termes de PIB par habitant : sa croissance démographique.

En effet, entre 1885 et 1947, la population passe de quatre millions d’habitants à près de seize millions, une croissance démographique qu’une croissance économique par tête basée presque exclusivement sur une rente d’exportation peine à égaler, encore moins à surpasser durablement.

Sur la même période, les pays européens connaissent une croissance démographique bien plus faible. N’ayant pas à compenser une population qui se quadruple en quarante ans, un taux de croissance plus faible de leur PIB suffit -1% sur longue période selon Thomas Piketty- pour que leur PIB par habitant croisse plus vite que celui de l’Argentine, dont le classement diminue mécaniquement. On imagine mal un pays agro exportateur et périphérique avoir un taux de croissance du PIB par habitant supérieur à celui des pays industrialisés sur longue période.

Mais pourquoi l’Argentine ne diversifiait pas sa production ? Pourquoi l’économie du pays était tirée exclusivement par son secteur agro exportateur ? La réponse est donnée par l’un des effets pervers de la dépendance à l’exportation de biens primaires. En effet, lorsque l’Argentine exporte quelque chose, elle reçoit des devises comme moyen de paiement. Lorsqu’elle importe quelque chose, elle adresse un paiement en devises au reste du monde. Dans ce contexte, s’industrialiser signifie cesser d’importer certains biens industriels, ce qui en revient à réduire le flux de devises adressé au reste du monde. En retour, le reste du monde réduit le flux de devises adressé à l’Argentine, ce qui signifie très concrètement que cette dernière voit ses exportations diminuer. Etant donné que ses exportations sont constituées quasi exclusivement de la production du secteur agro-exportateur, nous comprenons la farouche opposition de ce dernier à toute tentative d’industrialisation.

Cependant, la crise de 1929, puis la 2e GM viennent modifier cet équilibre.

Cette fois-ci, la logique s’inverse. La demande adressée à la production argentine s’effondre dans tous les cas, ce qui contraint le pays à entamer une phase d’industrialisation par substitution d’importations (ISI) afin de maintenir sa stabilité macroéconomique. Le secteur agraire se divise sur la question, notamment lors de la signature du pacte Roca-Runciman en 1933. Ce traité concède à l’Argentine une niche pour ses exportations agraires au sein du marché britannique, que les grands propriétaires terriens s’empressent de remplir. Une fois leur production assurée, ils deviennent favorables à un développement de l’industrie légère sur leur territoire, contrairement aux petits et moyens producteurs qui soutiennent farouchement le libre-échange. Seulement, cette fenêtre ne se refermera jamais plus.

En effet, les transformations socio-politiques provoqués par la mutation des bases productives argentine ne permettent pas de retour en arrière. En s’industrialisant, l’Argentine voit se développer une classe ouvrière, issue des villes mais aussi de l’exode rural. Cette classe ouvrière s’organise, se syndique, se structure et reçoit l’influence des mouvements ouvriers européens au point qu’au début des années 1940, quatre grandes tendances existent en son sein : le communisme, l’anarchisme, le socialisme, et le syndicalisme révolutionnaire. Cette dernière tendance, avec le soutien d’une partie des socialistes, investit la construction du Partido Laborista en 1945, dont les statuts ressemblent fortement à ceux du Labour Party britannique. Toutefois, sa version argentine investit un front électoral en 1945 qui soutient la candidature d’un certain Juan Domingo Perón.

Les politiques protectionnistes et industrialisantes que met en place ce dernier durant ses deux premiers mandats -le deuxième est interrompu par un sanglant coup d’Etat militaire en 1955 – favorisent deux groupes socio-économiques a priori antagonistes. De larges fractions de la classe ouvrière, d’une part, qui obtiennent la mise en place de revendications de longue date relatives à la sécurité sociale, aux congés payés, à la hausse des salaires. Dans une logique keynésienne somme toute très classique, le développement du marché intérieur favorise aussi différentes sous-fractions de la bourgeoisie industrielle, déjà choyée par la politique commerciale du péronisme, qui passe par la nationalisation du commerce extérieur et la redistribution des excédents vers l’industrie.

Le soutien au péronisme du patronat industriel n’est pas homogène selon les sous-fractions qui le composent et varie également selon le taux de profit sectoriel. En effet, lorsque celui-ci passe en dessous d’un certain niveau, le capital industriel étranger, ainsi que certaines fractions nationales dépendantes de celui-ci se mettent à œuvrer activement pour un changement de régime, que le

secteur agro-exportateur appelle également de ses vœux.

Toutefois, un retour au modèle agro-exportateur pur en revient à exclure la classe ouvrière du processus de production, ainsi que certaines fractions de la bourgeoisie. Nombreuse, politiquement organisée et hautement syndiquée, capable de voter pour des gouvernements industrialisateurs, la classe ouvrière argentine représente le rempart contre le retour à la république bananière.

Depuis lors, l’Argentine se trouve en situation de « match nul hégémonique », où aucun modèle -agro exportateur ou industriel- ne parvient durablement à s’imposer, et par conséquent aucune fraction des classes dominantes ne peut entièrement dominer les autres.

Milei et la financiarisation du capitalisme argentin

L’arrivée au pouvoir de Javier Milei représente une sérieuse tentative de remise en question du match-nul hégémonique. En effet, l’équilibre entre fractions de classe crée un espace pour que s’y faufile la fraction montante : la bourgeoisie financière, dont le développement est concomitant à celui du secteur financier. Autre chiffre surprenant : le vote par affiliation partisane. Un tiers des adhérents du Partido justicialista (péroniste) a préféré donner sa voix à Javier Milei.

Cependant, Milei a souvent été présenté comme un outsider de la politique, image qu’il a largement contribué à construire. Habitué des plateaux télé, l’économiste libertarien compense le manque de reconnaissance de ses pairs par une popularité médiatique basée sur les prises de position prétendument disruptives. L’Etat serait l’ennemi à abattre. L’entité qui a privé de liberté les Argentins durant la pandémie est aussi celle qui leur « vole leurs richesses » à travers les impôts. Au nom d’une liberté radicale, il appelle à privatiser les trottoirs, à déréguler la vente d’organes, à détruire l’Etat, à brûler la Banque Centrale et à dollariser l’économie. Mais surtout, il s’agit de « combattre la caste », qui serait globalement composée de la classe politique, de l’ensemble des fonctionnaires et bien sûr, des syndicalistes. Ce discours fait rapidement mouche chez une catégorie de la population jusqu’alors peu identifiée par la science politique argentine : les insuffisamment pauvres pour accéder aux aides sociales, et insuffisamment insérés socialement pour jouir des conquêtes du mouvement ouvrier liées au salariat formel. Souvent jeunes, peu diplômés, auto-entrepreneurs à faible revenus vivant chez leurs parents, percevant les intellectuels de gauche comme donneurs de leçons, les allocataires comme des assistés, ces électeurs adhèrent rapidement à un discours qui leur procure l’occasion de prendre une certaine revanche sociale.

(A suivre)

Source : Lvsl.fr publié le 20 novembre 2025

LIBYE

L’Autrichien OMV découvre du pétrole et du gaz dans le bassin de Syrte

Présente en Libye depuis 1975, OMV figure parmi les premières sociétés étrangères à avoir repris officiellement les activités d’exploration pétrolière fin 2023, à la suite d’un appel lancé par la National Oil Corporation (NOC) pour relancer les investissements dans l’amont pétrolier. Plus d’un an après la reprise officielle de ses activités de prospection en Libye, OMV a réalisé une découverte combinée de pétrole et de gaz dans le bassin de Syrte, cœur historique de la production libyenne. L’information rendue publique, a été relayée par la presse citant la NOC. Ce développement fait suite aux travaux d’exploration sur le bloc 106/4, réalisés via le puits d’exploration B1, foré à terre jusqu’à 10 476 pieds de profondeur (environ 3 193 mètres). Les tests de production ont révélé plus de 4 200 barils de pétrole par jour et environ 2,6 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour, selon les données communiquées par la NOC. Cette découverte rendue publique par la compagnie d’État, constitue le premier résultat positif enregistré par l’entreprise pétrolière sur ce périmètre régi par un contrat de partage de production signé en 2008 entre les deux partenaires. Ce développement confirme le potentiel du bassin de Syrte qui concentre plus de 90 % de la production nationale et entre 80 % et 95 % des réserves prouvées, selon des données de l’U.S. Energy Information Administration (EIA) et de l’U.S. Geological Survey (USGS). En ce qui concerne OMV, la découverte symbolise le premier résultat concluant de son programme d’exploration sur le bloc 106/4, mené avec la NOC. Elle intervient dans un contexte où des compagnies étrangères, comme Eni, BP et Sonatrach, reprennent progressivement leurs opérations en Libye, à mesure que les conditions opérationnelles dans le pays s’améliorent. Si les volumes de pétrole et gaz annoncés sont pour l’heure insuffisants pour confirmer l’existence d’un champ d’hydrocarbures commercialement viable, ils offrent néanmoins des indications encourageantes sur la possibilité d’un développement ultérieur. Le pays ambitionne de porter son plateau de production de pétrole brut à 2 millions b/j d’ici 2026 contre 1,38 million b/j en août cette année.

ÉGYPTE

Lancement du projet West El Burullus pour soutenir l’offre de gaz naturel

Depuis un peu plus d’un an, l’Égypte fait face à des défis d’approvisionnement en gaz dans un contexte de baisse de la production de son gisement Zohr arrivé à maturité. Bien avant, des tensions sur la disponibilité du gaz pour l’électricité ont été régulièrement signalées en 2023 et 2024.

En Égypte, un nouveau gisement gazier en mer est entré en production apportant une capacité supplémentaire au système énergétique. Selon des informations relayées lundi 17 novembre par la presse internationale, le champ West El Burullus, situé dans le delta occidental du Nil, a réalisé sa production initiale de gaz naturel. Cheiron, entreprise locale qui opère le projet, a indiqué que le premier puits mis en service affiche un débit d’environ 45 millions de pieds cubes par jour, un volume désormais injecté dans le réseau national. Deux autres puits doivent suivre dans les prochains mois avec pour objectif de porter la capacité totale du projet à près de 75 millions de pieds cubes par

jour. Le développement du champ West El Burullus résulte d’un processus engagé depuis la décision finale d’investissement (FID) annoncée en 2023 par Cheiron. Son lancement s’inscrit dans un contexte où l’Égypte cherche à consolider son approvisionnement en gaz. Les volumes supplémentaires qu’il apporte, bien que modestes à l’échelle du pays, viennent s’ajouter à une offre en recul. En effet, cette avancée opérationnelle intervient alors que la demande domestique de gaz naturel reste forte. Selon des données rapportées en avril 2025 par la presse égyptienne, la demande moyenne de gaz naturel approchait 6,03 milliards de pieds cubes par jour, tandis que la pro-

duction moyenne ne dépassait pas 3,48 milliards de pieds cubes par jour. Cette production atteignait environ 4,87 milliards de pieds cubes par jour en 2024 d’après les informations économiques publiées cette année-là, et la consommation s’établissait à 5,81 milliards de pieds cubes par jour en décembre 2023, selon les données de CEIC Data. En septembre 2025, l’Agence Ecofin a rapporté que les grandes compagnies internationales opèrent en première ligne pour endiguer le recul de la production gazière observé en Égypte. Elles bénéficient ainsi du soutien de l’État, qui a conclu quatre accords d’exploration portant sur le forage de dix puits en Méditerranée et dans le delta du Nil.

COOPÉRATION NUMÉRIQUE

La Mauritanie discute de nouvelles opportunités avec les USA

La Mauritanie poursuit ses efforts de modernisation numérique en explorant de nouvelles pistes de collaboration. Les autorités explorent les opportunités avec les Etats-Unis. Le ministre mauritanien de la Transformation numérique et de la Réforme de l’administration, Ahmed Saleem Ould Badh, a reçu le jeudi 20 novembre 2025, à Nouakchott une délégation de l’ambassade américaine conduite par Corina Sanders, en présence des conseillers écono-

miques Matthew Ryan et Faiza Hashem. Cette rencontre marque une étape supplémentaire dans le rapprochement entre les deux pays sur les questions liées au numérique, à l’innovation et à la cybersécurité. Les discussions ont porté sur « la recherche des moyens de consolider la coopération entre les deux pays dans le domaine de l’infrastructure numérique et du commerce électronique et de renforcer les capacités nationales, créant ainsi un système national efficace de sécurité nu-

mérique ». L’expertise américaine, notamment dans le développement de plateformes numériques, la protection des données et la régulation du e-commerce, représente un levier potentiel pour accélérer cette transition. Pour Washington, cette coopération s’inscrit dans une dynamique plus large visant à soutenir les pays africains dans leur montée en compétences numériques et à promouvoir des standards technologiques compatibles avec les meilleures pra-

tiques internationales. Le pays de l’Oncle Sam s’est rapproché de plusieurs pays africains tels que la Côte d’Ivoire pour soutenir leur transformation numérique et y renforcer son influence. Si aucun projet concret n’a encore été annoncé, les échanges ouvrent la voie à de futures initiatives conjointes, qu’il s’agisse de programmes de formation, d’assistance technique ou de développement d’infrastructures critiques.

ARABIE SAOUDITE

Le roi d’Arabie saoudite et le prince héritier font un don de 40 millions de dollars à la campagne caritative Jood Eskin

Le roi Salmane d’Arabie saoudite a fait don de 27 millions de dollars, tandis que le prince héritier, Mohammed ben Salmane, a donné 13 millions de dollars pour offrir des logements aux familles dans le besoin.)

La campagne a été lancée par la plateforme Jood Eskin. Le monarque a fait don de 100 millions de riyals saoudiens (1 riyal = 0,25 euro), tandis que le prince héritier a donné 50 millions de riyals saoudiens pour offrir des logements aux

familles dans le besoin. Le ministre des Affaires municipales, rurales et du Logement, Majid al-Hogail, a déclaré: « Cette contribution généreuse – qui n’a rien de surprenant – du roi et du prince héritier est venue inaugurer la

campagne caritative pour de meilleurs logements et constitue une confirmation de leur soutien aux initiatives humanitaires innovantes, dans lesquelles les organisations gouvernementales, privées, et à but non lucratif jouent un rôle primordial.

TUNISIE

Un budget de 255 MD pour dynamiser le marché de l’emploi

Le projet de loi de finances 2026 a prévu l’allocation d’une enveloppe budgétaire conséquente de l’ordre de 255 millions de dinars (MD) pour dynamiser le marché de l’emploi l’an prochain. Au fait, il est attendu, à cet effet, la réalisation d’interventions à travers le Fonds national de l’emploi pour financer la conclusion de 100 000 contrats CIVP pour un coût global de 180 MD, de 5 500 contrats dans le cadre du programme d’appui au recrutement des diplômés du supérieur (PARDES) pour 47 MD, et la concrétisation de 8 500

contrats au titre du programme du Service civil volontaire pour une enveloppe de 19 MD. En outre, il est prévu l’allocation d’une enveloppe de 9 MD pour la prise en charge de la cotisation patronale pour les bénéficiaires de ces programmes. La ministre des Finances, Méchkaat Selama Khaldi, a annoncé dernièrement que l’année 2026 marquera le retour du recrutement dans la fonction publique, après plusieurs années de gel partiel. Cette décision, selon elle, traduit la volonté de l’État de renforcer la justice sociale et de stabiliser les situa-

tions professionnelles de plusieurs catégories de travailleurs. La ministre a précisé que plus de 51 878 postes seront ouverts au recrutement en 2026. Parallèlement, 12 942 ouvriers de chantiers, 1 350 titulaires de doctorat, ainsi que 13 837 enseignants suppléants du primaire et du secondaire verront leurs situations régularisées, en plus de 1 066 professeurs d’éducation physique. Selon Méchkaat Selama Khaldi, cette politique d’embauche et d’ajustement salarial s’inscrit dans une logique de redéfinition du rôle de l’État comme garant d’équité et de cohésion

sociale. Rappelons que selon les dernières données de l’INS, le taux de chômage a atteint 15,4% au troisième trimestre, contre 15,3% au deuxième trimestre. Le nombre de chômeurs s’élevait à 653.700 au troisième trimestre, soit une progression de 2.600 personnes par rapport au deuxième trimestre. Les résultats de l’enquête sur l’emploi pour le troisième trimestre ont montré une baisse du nombre de personnes actives en Tunisie, atteignant presque 4,2 millions, dont 68,6% d’hommes et 31,4% de femmes, selon les données.

BASSIN DU CONGO

93 millions USD levés pour des projets agroforestiers durables

Le Bassin du Congo constitue l'un des plus grands réservoirs d'espèces végétales et animales au monde. Plusieurs initiatives s'y mobilisent afin de promouvoir des projets respectueux de l'environnement, menés sans déforestation.

À Belém, au Brésil, les gouvernements d'Allemagne, de Belgique et de Norvège, ainsi que l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), ont annoncé le lundi 17 novembre, en marge de la COP 30, un engagement collectif de 93 millions de dollars au profit de Canopy Trust. Ce mécanisme financier, lancé début 2025 par la Catalytic Finance Foundation, une fondation basée en Suisse, vise à promouvoir l'investissement privé dans des chaînes de valeur durables et sans déforestation dans le Bassin du Congo.

Le principe est d'utiliser des fonds publics pour réduire le risque lié aux projets et les rendre plus attractifs pour les investisseurs privés. Les 93 millions engagés serviront de capital-risque : en cas d'échec des projets financés, ce sont les bailleurs publics qui ab-

sorberont les premières pertes, avant les investisseurs privés. Grâce à ce mécanisme — qui inclut également une assistance technique — les promoteurs ambitionnent d'attirer au moins 500 millions de dollars d'investissements privés dans des chaînes de valeur durables en Afrique centrale d'ici 2035.

Pour permettre à la République démocratique du Congo (RDC), qui abrite environ 60 % des forêts du Bassin du Congo, de tirer pleinement parti de cette initiative, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Nouvelle économie climatique, Marie Nyange Ndambo, a promis d'accélérer les réformes visant à améliorer le climat des affaires. « Nous sommes résolus à accélérer les réformes destinées à améliorer le climat des affaires, afin que les investisseurs puissent s'associer à nous en toute

confiance et contribuer à une croissance durable à grande échelle », a-t-elle déclaré.

En RDC, quatre projets pilotes ont déjà été identifiés pour bénéficier d'une assistance technique et d'un financement initial. Ils sont concentrés dans la région de Bankana, à 115 kilomètres à l'est de Kinshasa, et combinent la production de charbon de bois et la transformation de farine de manioc dans un modèle intégré reliant les chaînes de valeur agricoles et énergétiques.

Selon Canopy Trust, ces initiatives visent à développer un système agroforestier reposant sur de petites exploitations agricoles, et à renforcer les chaînes de valeur forestières et agricoles, afin de permettre aux communautés locales d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire et énergétique.

CÔTE D'IVOIRE

La construction de l'autoroute de contournement Y4 touche à sa fin à Abidjan

Visant à offrir une alternative aux axes saturés du centre d'Abidjan, la construction de l'autoroute de contournement Y4 approche de son terme. Les dernières sections atteignent plus de 90 % d'exécution.

Le ministre ivoirien de l'Équipement et de l'Entretien routier, Dr Amédé Koffi Kouakou, a annoncé le jeudi 20 novembre que l'autoroute de contournement d'Abidjan, connue sous le nom de Y4, sera entièrement achevée d'ici

fin décembre 2025. L'information a été donnée lors d'une visite de terrain, où il a affirmé que les travaux de construction affichent désormais un taux d'exécution quasi complet sur l'ensemble du tracé.

Selon les détails fournis, les sections reliant le boulevard Koffi Gadeau au camp d'Akouédo, puis le camp d'Akouédo au stade d'Ébimpé, sont entièrement terminées, de même que la portion entre Koffi Gadeau et la route d'Alépé.

Le segment intermédiaire entre la route d'Alépé et le stade d'Ébimpé atteint 98 % d'exécution, tandis que celui reliant le stade d'Ébimpé à l'autoroute du Nord est réalisé à 99 %.

La dernière section, entre l'autoroute du Nord et le carrefour Jacquleville-Songon, dépasse quant à elle les 90 %.

Cette infrastructure, inscrite dans le Projet de Transport Urbain d'Abidjan, doit doter la métropole économique ivoirienne d'une rocade destinée à dé-

lester les axes du centre-ville. D'après l'Ageroute, la circulation au cœur de la ville demeure fortement congestionnée, sous l'effet conjugué d'un parc automobile croissant et d'un modèle d'urbanisation orientant la majorité des voies majeures vers le centre et le port.

Pour se déplacer entre deux quartiers périphériques, les usagers sont souvent contraints de traverser le centre-ville, accentuant la pression sur les artères existantes.

CAMEROUN

Garantie souveraine pour 3 sociétés privées, levée de 47, 6 millions USD

Dans le but de soutenir les projets de trois entreprises privées, les autorités camerounaises ont pris une décision stratégique.

Elle en va de l'avenir de ces entreprises.

Au mois d'août 2025, l'État du Cameroun a discrètement activé sa facilité de garantie de 200 milliards FCFA (environ 353,7 millions USD), mise en place depuis 2021, afin de permettre à trois entreprises privées d'obtenir un financement cumulé de 26,9 milliards FCFA auprès de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale

(BDEAC). L'information figure dans la note de conjoncture sur la dette publique à fin septembre 2025.

« Il importe de relever que le 19 août 2025, la BDEAC a signé trois conventions de financements garanties à hauteur de 50 % par l'État, avec des entreprises privées pour un montant global d'environ 26,9 milliards de FCFA. Ces prêts ont été accordés aux entreprises ci-après : LP Industrie S.A (8,9 milliards de FCFA), Groupe Sohaing SAS (15 milliards de FCFA) et Camas S.A. (3 milliards de

FCFA) », peut-on lire dans le document de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), gestionnaire de la dette publique.

En clair, pour inciter la BDEAC à financer ces projets — construction d'une usine de fer à béton (LP Industrie SA), édification d'un hôtel haut standing (Groupe Sohaing) et acquisition de 23 camions avec construction d'une base logistique (Camas SA) — l'État s'engage à endosser la moitié du risque de non-remboursement.

POUR RENFORCER LE CONTRÔLE FISCAL DU SECTEUR

Le Mozambique développe un atlas minier

Selon les sources officielles, l'industrie extractive et le secteur minier représentaient 10,55 % du PIB en 2022. Cette proportion a grimpé à 32,58 % au premier trimestre 2023 puis à 42,71 % au deuxième trimestre de la même année.

L'Autorité fiscale du Mozambique (AT) a lancé un processus de consultation pour la création d'un Atlas minier national qui centralisera les données sur les ressources minérales et améliorera la fiscalité des activités minières.

Selon l'institution, le document est élaboré en coordination avec le Ministère des Ressources minérales et de l'Énergie, avec le soutien technique du Programme

de fiscalité efficace pour le développement inclusif (TEDi).

L'Atlas rassemblera des informations géologiques, chimiques et économiques sur les minéraux et les roches à potentiel industriel et commercial.

Selon l'AT, rapporté par le média local Club of Mozambique, cet instrument vise à harmoniser les normes de classification, à soutenir les révisions de taux fiscaux et à consolider les données nécessaires à la transparence fiscale dans le secteur extractif.

La version finale inclura également des analyses de laboratoire des minéraux trouvés au Mozambique.

Selon les données de l'AT, l'autorité a

identifié 2 milliards de meticaïs (31,3 millions \$) en redevances minières impayées et taxes de production sur les cinq dernières années.

Au premier semestre de l'année, le gouvernement a délivré 1858 licences minières et récupéré 301,3 millions de meticaïs en arriérés fiscaux.

Une garantie exécutoire supplémentaire de 223,4 millions de meticaïs a été enregistrée pour soutenir la réhabilitation et la fermeture de mines abandonnées.

L'Atlas minier est en cours de développement alors que les contrôles sur le secteur extractif se multiplient.

En mars, le gouvernement a annoncé de nouvelles

règles régissant l'utilisation des ressources minérales et énergétiques et a exprimé son intention de libérer les zones classées comme « inactives » à l'exploitation.

Le Mozambique comptait alors environ 3000 licences d'exploration dans son portefeuille minier et énergétique.

En consolidant les prix de référence, les données d'identification et les régions d'occurrence des minéraux, l'Atlas minéral servira de base technique unifiée pour déterminer la valeur des produits miniers et soutenir l'imposition efficace des activités minières, selon Club of Mozambique.

SÉNÉGAL

Une hausse budgétaire de 38 % prévue pour l'agriculture en 2026

À Senegal, l'agriculture contribue à hauteur de 15 % du PIB et emploie environ 22 % de la population active.

Dans le cadre de son projet de loi de finances pour 2026, le gouvernement renforce son appui financier au secteur.

Au Sénégal, le gouvernement a décidé d'autoriser des engagements de dépenses publiques de 427 milliards FCFA (750,7 millions \$) pour le budget 2026 du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

C'est ce qui ressort d'un communiqué publié le mercredi 19 novembre sur le site dudit ministère.

L'enveloppe annoncée est en hausse de 37,88 % par rapport à celle qui y était consacrée dans le cadre du Projet de loi de finances (PLF) 2025.

« Cette progression résulte principalement des prévisions de signature de nouvelles conventions de financement de projets et programmes sur ressources externes », souligne le communiqué.

Dans son PLF 2026 publié le 16 octobre dernier, le gouvernement réaffirmait déjà son ambition de faire du Sénégal une puissance agricole assurant sa souveraineté alimentaire, en misant sur trois piliers, notamment, l'augmentation de la production agricole, le renforcement de l'innovation agricole à travers la recherche, ainsi que l'amélioration de la gouvernance du secteur.

Dans le cadre de cette ambition, une série de mesures a été établie pour concrétiser ces orientations, parmi lesquelles figurent la mise en place de Coopératives agricoles communautaires (CAC), la poursuite et l'amplification des opérations de maîtrise de l'eau pour l'irrigation, le renforcement des infrastructures de stockage, de conservation et de transformation des produits agricoles et animaux, ou encore le développement de la mécanisation agricole, facilité par la mise en place de services dédiés à l'échelle nationale.

Sur ce dernier volet, le ministère de l'Agriculture annonçait par exemple le projet de construction d'une usine d'assemblage de tracteurs et d'équipements agricoles en août dernier, dans le cadre d'un partenariat avec le groupe industriel turc Albayrak et d'autres partenaires techniques et financiers.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Novembre, terminus de la série haussière ?

Les marchés financiers ont été particulièrement volatils cette semaine, toujours tiraillés par les valorisations jugées élevées des géants technologiques américains, malgré des résultats de Nvidia qui ont surpassé les attentes. Les statistiques sur le chômage, publiées avec retard en raison du shutdown, ont par ailleurs confirmé la vigueur du marché de l'emploi américain, repoussant encore un peu la perspective d'une baisse des taux de la Fed en décembre. La volatilité s'est nettement accrue, et cette nervosité devrait se maintenir lors des prochaines séances.

Les marchés financiers ont été particulièrement volatils cette semaine, toujours tiraillés par les valorisations jugées élevées des géants technologiques américains, malgré des résultats de Nvidia qui ont surpassé les attentes. Les statistiques sur le chômage, publiées avec retard en raison du shutdown, ont par ailleurs confirmé la vigueur du marché de l'emploi américain, repoussant encore un peu la perspective d'une baisse des taux de la Fed en décembre. La volatilité s'est nettement accrue, et cette nervosité devrait se maintenir lors des prochaines séances.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Exact Sciences +50,53 % : l'entreprise active dans les tests de dépistage et de diagnostic du cancer est rachetée par Abbott pour 21 milliards de dollars. L'opération va permettre au grand laboratoire américain d'accélérer son entrée sur un segment en forte croissance qui est soutenu par de nouvelles technologies.
Jazz Pharma +25,42 % : le laboratoire américain dont la capitalisation se rapproche des 20 milliards de dollars, a annoncé de très bons résultats en phase avancée pour le cancer gastro-césophagien HER2-positif. Une demande d'autorisation de mise sur le marché est prévue pour 2026.
Games Workshop +16,73 % : la société britannique spécialisée dans les jeux et les figurines poursuit son parcours exceptionnel suite à de bons résultats semestriels. Les ventes à l'international se comportent bien et l'ensemble de la gamme contribue aux profits. Le titre a été multiplié par 40 en 10 ans.
Amer Sports +12,15 % : le propriétaire des marques de sport Salomon, Wilson et Arc'teryx a relevé ses attentes annuelles après un bon troisième trimestre. Les trois divisions affichent une forte activité commerciale : l'habillement technique, l'outdoor et les sports de balle et de raquette.
Ubisoft +3,87 % : l'éditeur français de jeux vidéo a rassuré ses investisseurs après une semaine de suspension de cotation liée à un retraitement comptable qui avait temporairement enfreint certains engagements de dette. L'entrée imminente de Tencent dans Vantage Studios devrait soutenir la baisse de l'endettement. Par ailleurs, les objectifs annuels et le plan de transformation sont confirmés.
SIG Group +11,24 % : le fournisseur de solutions d'emballages a nommé un nouveau directeur général expérimenté. Le groupe est en difficulté depuis deux ans et la nouvelle ouvre quelques perspectives.
Solaria Energia +10,99 % : le producteur espagnol d'énergies renouvelables consolide sa position dans l'éolien, le solaire et le stockage avec d'ambitieux objectifs à horizon 2028. Le groupe va étendre ses capacités et suivre un programme d'investissements. Par ailleurs, plusieurs contrats d'électricité de long terme ont été signés.
Roche +8,66 % : le laboratoire suisse présente des données encourageantes dans une étude de phase avancée pour un traitement destiné à une forme précoce de cancer du sein.
Alphabet +8,41 % : la maison-mère de Google et de YouTube est soutenue par Berkshire Hathaway, qui prend une participation de 4,3 milliards de dollars. Le géant de l'Internet est dans une dynamique impressionnante. Son titre a presque doublé depuis le

creux d'avril.

Flops

Les valeurs liées à la crypto : les inquiétudes pesant sur les valeurs technologiques résonnent fortement sur le marché des cryptomonnaies. La faiblesse de ce dernier pèse notamment sur des sociétés comme Coinbase ou Robinhood.
eDreams -52,32 % : la société espagnole de réservations de voyage a plongé après la révision à la baisse de ses objectifs de bénéfices. Une révision qui s'explique par un ralentissement de la croissance de la base d'abonnés « prime » et par l'adoption d'options de paiement flexibles.
Soitec -38,03 % : le titre s'est effondré après des résultats et des prévisions en-dessous des attentes du marché. La demande reste faible sur les principaux débouchés de l'entreprise et le cycle d'ajustement des stocks n'est pas encore terminé.
AMS-OSRAM -25,61 % : le géant austro-allemand des semi-conducteurs et de la photonique a publié des résultats décevants. Si la rentabilité s'améliore, l'entreprise est toujours déficitaire.
Ocado -17,6 % : les actions du supermarché en ligne britannique ont plongé mardi. Son partenaire américain Kroger a annoncé la fermeture de trois entrepôts automatisés en janvier. Une décision qui remet en cause le modèle d'Ocado et la taille du marché adressable.
Valeo -14,9 % : le nouveau plan stratégique du groupe n'a pas convaincu les investisseurs. L'équipementier automobile ne prévoit un retour à la croissance qu'en 2027.
Hensoldt -13,84 % : comme l'ensemble du secteur européen de la défense, le groupe allemand fait les frais des discussions autour d'un plan de paix pour l'Ukraine. Un plan élaboré par les Américains et les Russes, qui semble en l'état inacceptable pour Kiev et ses alliés européens.
Nvidia -5,94 % : les résultats très attendus du leader de l'IA n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs, alors que la crainte d'une explosion de la bulle IA ne cesse de grandir.

Matières premières

Energie : Nouvelle séquence de baisse pour le pétrole, qui reste sous pression en raison des efforts continus des États-Unis pour négocier un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine. Le plan de paix proposé par les États-Unis favorise grandement la Russie, ce qui n'est pas neutre pour les prix pétroliers. En effet, cette orientation des pourparlers calme certaines craintes quant à de nouvelles sanctions ou à la stricte application des sanctions existantes contre la Russie. Par ailleurs, la vigueur du dollar américain, soutenue par la perspective d'une pause de la Réserve fédérale dans sa politique d'assouplissement monétaire, a également contribué à la pression à la baisse sur les prix du pétrole. Un dollar plus fort rend le pétrole, coté en dollars, plus coûteux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Au niveau des cours, le Brent s'échange autour de 62,40 USD, contre 58 USD pour le WTI.
Métaux : Le cuivre - livraison 3 mois - se stabilise à Londres autour de 10738 USD. La dynamique haussière peine à reprendre ses droits à cause de la vigueur du dollar américain et surtout de la demande chinoise jugée fragile. Relevons que le Chili, le plus grand producteur de cuivre au monde, a révisé à la hausse ses prévisions de prix pour cette année et l'année prochaine. Cette révision in-

tègre les perturbations d'approvisionnement ainsi que des taux d'intérêt plus bas. Les prix de l'or ont également reculé cette semaine, perdant environ 1% à 4040 USD. Cette baisse est survenue après la publication de données robustes sur l'emploi aux États-Unis, qui réduisent drastiquement les attentes d'une baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale le mois prochain.
Produits agricoles : Les contrats à terme sur le blé ont globalement décliné à Chicago. Le prix du blé livraison décembre 2025 cède du terrain à 537 cents le boisseau. Ce repli est attribué à des prévisions d'une offre mondiale abondante. Le maïs enregistre également une baisse à 436 cents. Le café poursuit son reflux cette semaine à la suite de la décision du président américain de supprimer les droits de douane de 40 % sur le café brésilien.

Macroéconomie

Macro: Le miracle NVIDIA n'aura finalement pas eu lieu. Malgré la publication de résultats proprement insolents et les tentatives de l'entreprise pour rassurer les investisseurs, l'embellie a été de courte durée, entraînant dans son sillage un recul des valeurs technologiques.
Plus surprenant encore, les titres liés à la défense européenne ont eux aussi subi des revers récents, pénalisés par les perspectives de pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie. Le marché semble prompt à déboulonner ses idoles, mais une fois le coup de grisou passé, il y a fort à parier que des rachats à bon compte referont surface. Pendant ce temps, le marché obligatoire observe ces turbulences avec un certain flegme. Même si la perspective d'une nouvelle baisse de taux en décembre s'éloigne, le rendement du 10 ans américain demeure orienté à la baisse et reste logé sous les 4,15%.

Crypto : Le bitcoin chute pour la quatrième semaine consécutive. La reine des cryptos dérape de 27% sur cette période, dont 11% cette semaine, et revient à un niveau plus vu depuis avril dernier. Concrètement, le BTC, qui avait inscrit un record à plus de 126 000 USD le mois dernier, flirte désormais avec les 80 000 USD. Résultat : le bitcoin affiche -9 % depuis le 1er janvier. Même tendance du côté des ETF Bitcoin au comptant : l'en-cours de ces produits est passé de 169 Mrds USD le 6 octobre à 113 Mrds USD aujourd'hui, soit une chute de 33%. Plus globalement, c'est toute la cryptosphère qui plonge. La capitalisation totale du marché a fondu de 1 000 Mrds USD en un mois et revient autour de 2 830 Mrds USD. Bitcoin et consorts ont notamment souffert de leur corrélation avec les valeurs de la tech. La semaine a été marquée par un net regain de volatilité et donc de stress sur les marchés. Après plusieurs mois de hausse (4 en Europe, 6 aux États-Unis), Novembre est mal parti pour continuer la série. La quasi-fin de la saison des résultats trimestriels va recentrer les investisseurs sur la macroéconomie et les taux, avec en ligne de mire la décision de politique de la Fed du 10 décembre. Toutefois, la sortie des statistiques se fait toujours au compte-goutte aux États-Unis après la fin du shutdown. Les instituts statistiques ont fléchi l'annonce des prix à la production et des ventes de détail de septembre pour le 25 novembre, tandis que les commandes de biens durables seront dévoilées le 26 novembre. Notez quand même que si les publications de résultats de grandes entreprises se raréfient, quelques retardataires animeront la cote, notamment Agilent, Alibaba, Dell, Compass, Deere et The Kroger. La journée du jeudi 27 novembre sera fériée aux États-Unis pour Thanksgiving.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 20 Novembre 2025 Valeur : 24 Novembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.6089	130.6239
1	EUR	EURO		150.3961	150.4265
1	GBP	POUND STERLING		170.6191	170.6387
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0159	83.0307
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3540	18.3566
1	CHF	SWISS FRANC		161.8851	162.0041
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.8807	92.9112
1	DKK	DANISH KRONE		20.1355	20.1431
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6680	13.6725
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8082	12.8123
1	AED	UAE DIRHAM		35.5582	35.5720
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8244	34.8303
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.8826	425.0696
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0128	44.4552
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1217	14.1233
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8834	24.0060
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2825	3.2928
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3867	177.3867

CHINE

Pékin est à nouveau “investissable” ?

La Chine a plusieurs fois été considérée comme une terre "ininvestissable" ces dernières années. Il est vrai que l'investissement boursier en autocratie ne paraît pas le plus judicieux des choix, mais les investisseurs étrangers ont tout de même retrouvé de l'appétit pour la deuxième économie du globe cette année.

Cette année, les flux étrangers vers les actions chinoises dépassent déjà ceux cumulés des trois années précédentes selon les données de l'Institute of International Finance. Depuis le point haut de la bourse chinoise en 2021, les investisseurs en ont vu de toutes les couleurs – pour ceux qui n'ont pas jeté les armes entre-temps. L'immobilier, l'un des piliers de la croissance économique chinoise des dernières décennies, a subi une crise majeure dont le pays ne s'est toujours pas dépêtré. Puis on a parlé “d'emprise réglementaire” pour les entreprises chinoises avec l'emblématique cas Jack Ma, évincé de l'espace public et dont les affaires ont été sévèrement réprimées. Sans oublier l'impact des droits de douane, qui a soulevé des doutes sur le modèle chinois. Notons tout de même que les gestionnaires d'actifs ont plus vendu qu'ils n'ont acheté d'actions chinoises cette année. Des sorties largement compensées par les afflux des fonds passifs. Les actions chinoises pèsent généralement pour au moins un quart de la composition des ETF marchés émergents.

Changement de cap

Les raisons de considérer la Chine comme “investissable” se sont multipliées depuis, notamment grâce au leadership économique du pays sur tant d'aspects. À l'image de Deepseek, à l'aube de l'année 2025, qui a prouvé le rôle technologique central que la



Chine allait jouer dans le futur. La Chine est entre autres leader dans les énergies renouvelables, est le pays qui dépose le plus de brevets liés à l'IA et est le plus grand marché mondial des voitures électriques et de robots industriels. Il est difficile d'imaginer l'avenir sans accorder un rôle central à celui qu'on n'a jamais si bien appelé : l'Empire du Milieu. Le gouvernement chinois met en avant sa volonté d'utiliser les marchés financiers au profit de son économie, une idée qui paraît cohérente compte tenu des efforts budgétaires déjà nécessaires pour stimuler la demande.

Pour attirer les ménages chinois, qui aiment comparer la Bourse à un casino, Pékin

cherche à rendre le marché plus stable et rémunérateur. Le gouvernement a par exemple injecté 200 milliards de dollars entre avril et juin pour calmer la volatilité et encouragé la distribution de dividendes via des incitations pour les entreprises. Des quotas d'investissement en actions ont aussi été introduits pour les assureurs et fonds communs de placement, afin de soutenir la demande locale. Puis dans ce qu'on pourrait traduire par une tentative de séduction des investisseurs internationaux, Xi Jinping a profité du narratif autour de Deepseek pour se réconcilier avec les géants technologiques chinois. Il a ainsi promis une égalité de traitement pour le secteur privé.

ANGLETERRE

Les agriculteurs sont exonérés de taxe foncière

Afin de bénéficier de l'exonération de taxe foncière pour les "exploitations agricoles", des caisses contenant des escargots sont installées dans des bureaux vacants en plein cœur des villes. Au Royaume-Uni, les propriétaires d'immeubles de bureaux n'hésitent pas à recourir à des stratagèmes farfelus pour réduire leurs impôts. Londres, Leeds, Liverpool... Comme le rapporte la BBC, plusieurs municipalités du pays ont déclaré ces dernières années avoir identifié une pratique de fraude fiscale visant à élever des escargots dans des bureaux

vacants pour bénéficier d'une exonération de taxe foncière. Dernier exemple en date: la découverte en octobre par des agents municipaux de caisses contenant des escargots dans deux bâtiments de Old Marylebone Road, dans le quartier de Westminster à Londres, chacune des caisses ne contenant généralement que deux gastéropodes. "Des équipes du service des recettes de la mairie se sont rendues à des adresses de bureaux situées sur Old Marylebone Road. Dans ces bureaux, elles ont découvert un nombre relativement restreint de boîtes

scellées censées contenir des escargots. Ce problème est récurrent dans ces deux bâtiments et constitue une tentative d'évasion fiscale". Celle-ci consiste à prétendre qu'un immeuble de bureaux abrite "un élevage d'escargots et est par conséquent, exonéré de taxe foncière" car considéré comme une "exploitation piscicole/agricole", a communiqué le conseil municipal de Westminster. En effet, la taxe foncière des entreprises outre-Manche est à la charge du locataire lorsque le local commercial est occupé. S'il est vide depuis plus de trois mois en revanche, c'est

le propriétaire de l'immeuble qui doit s'en acquitter. Mais si l'occupant est une entreprise ayant une exploitation agricole, le bien est exonéré de taxe foncière, rappelle The Economist. Dans les faits, les entreprises qui adoptent ce stratagème ne déclarent pas réellement un élevage d'escargots à l'administration qui leur refuserait probablement l'exemption de taxe foncière professionnelle. Elles s'abstiennent malgré tout de la payer et mise sur la difficulté du fisc à prouver en cas de contrôle qu'il ne s'agit pas réellement d'une activité agricole compte tenu du flou de la législation.

PORTUGAL

Les Portugais se battent pour sauver leurs épargnes

La majorité des Portugais (75,2 %) ont épargné de l'argent en 2024, mais considèrent l'épargne comme "difficile ou extrêmement difficile" (55,5 %), selon une étude de l'Observatoire des défis sociaux du Centre de psychologie de l'Université de Porto(CPUP). Dans des déclarations à Lusa, le coordinateur de l'étude, Samuel Lins, a révélé que 44,1% des personnes interrogées ont l'intention d'épargner encore plus en 2025 qu'elles n'ont épargné l'année précédente et qu'elles sont plus optimistes quant à leur situation financière qu'à celle du pays. Ainsi, selon le rapport de recherche consulté aujourd'hui par Lusa, environ 45,5 % des Portugais pensent que

l'économie portugaise va se détériorer, tandis que 14,1 % pensent qu'elle va s'améliorer. En ce qui concerne leur propre situation financière, les perceptions sont plus équilibrées : 23,1 % pensent que leur situation financière va s'améliorer, tandis que 27 % prévoient qu'elle va se détériorer. Le rapport sur les habitudes de consommation et d'épargne pour 2025 a recueilli des données entre le 17 avril et le 23 mai, en utilisant un échantillon représentatif de la population portugaise comprenant 1 032 participants de toutes les régions du continent et des archipels de Madère et des Açores. Selon l'étude, la majorité des Portugais (54,4 %) déclarent dépenser moins que ce qu'ils gagnent, et 76,7 % ont l'habi-

tude de faire une liste de courses. En 2024, la majorité des Portugais (54,6 %) ont cherché à améliorer leur culture financière, et 64,9 % ont l'intention de le faire en 2025. Par ailleurs, 20,1 % des personnes interrogées sont "d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que la quantité de possessions et de biens matériels qu'une personne possède est un indicateur de son bonheur et de sa réussite." En ce qui concerne les habitudes d'achat, en 2024, 11,4 % des Portugais "admettent faire des achats de panique, tandis que 24,7 % achètent pour atténuer des sentiments négatifs." Dans l'étude, l'achat de panique est défini comme "l'acte d'acheter plus de choses que la normale en raison de

sentiments tels que la peur et la panique", et "se produit généralement dans des situations de crise". L'achat pour atténuer les sentiments négatifs fait référence au "comportement d'achat utilisé comme stratégie émotionnelle pour faire face à l'ennui, à la tristesse et à la colère". Le rapport de recherche indique que 31,5 % des Portugais ont fait des achats impulsifs (achats sans réfléchir, motivés par un désir soudain) et 9,6 % ont acquis des produits dans le but d'impressionner les autres. En ce qui concerne les influences sur les achats, 54,2 % des Portugais déclarent que les préoccupations environnementales influencent leurs décisions.

COP31 EN TURQUIE

Erdogan salue l'accord visant à partager la responsabilité avec l'Australie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué samedi un accord visant à partager la responsabilité avec l'Australie pour la conférence des Nations unies sur le climat de l'année prochaine, qui verra Ankara accueillir l'événement tandis que Canberra supervisera les négociations officielles. "Nous prévoyons d'accueillir la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en Turquie en novembre 2026", a déclaré M. Erdogan aux dirigeants présents au sommet du G20 à Johannesburg, en référence à la COP31. "Je pense que le consensus que nous avons établi avec l'Australie est très important", a déclaré M. Erdogan. Les deux pays souhaitaient accueillir la COP31 en novembre 2026 et aucun des deux ne voulait céder, ce qui a déclenché une guerre d'enchères rarement vue pour les négociations annuelles sur le climat. L'Australie bénéficiait d'un soutien plus important que la Turquie, mais les règles des Nations unies exigent de choisir un hôte par consensus. Aux termes du compromis, la Turquie accueillera la conférence de deux semaines dans la station balnéaire d'Antalya, dans le sud du pays, et conservera la présidence officielle de la COP31, tandis que l'Australie occupera la vice-présidence et présidera les négociations. La "pré-COP", c'est-à-dire les consultations techniques qui ont généralement lieu environ un mois avant la conférence principale, se tiendra dans un pays insulaire du Pacifique, en référence à l'intention initiale de l'Australie d'accueillir conjointement le sommet avec ses voisins.

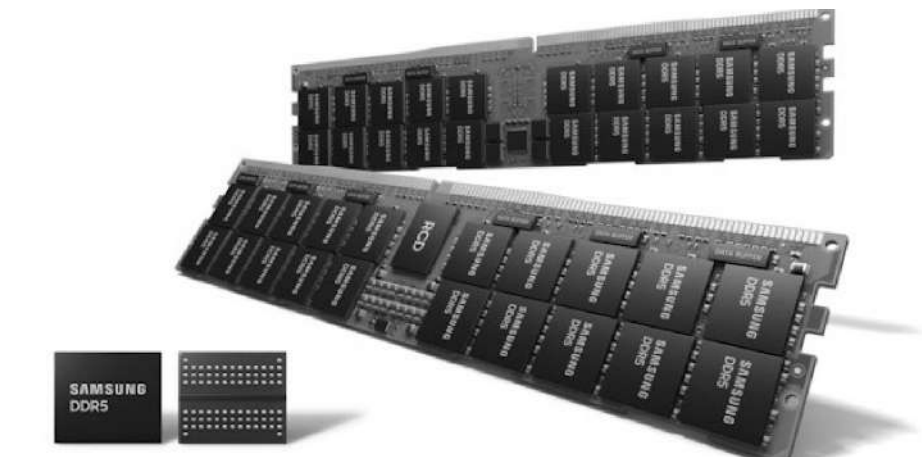
Flambée des prix de la DDR5 chez Samsung

Avec une augmentation de 60% du prix des mémoires DDR5, Samsung menace de faire monter les coûts de serveurs de 10 à 25%. Une situation problématique alors que les contraintes d'approvisionnement devraient perdurer jusqu'en 2026.

En début de semaine, Reuters a indiqué que Samsung avait annoncé à ses clients une hausse des prix de 60% des mémoires DDR 5. En novembre, les prix contractuels des barrettes de mémoire DDR5 de 32 gigaoctets ont bondi à 239 dollars HT, contre 149 dollars HT en septembre. « Samsung a également augmenté les prix des DDR5 de 16 Go et 128 Go d'environ 50 %, les portant respectivement à 135 dollars HT et 1194 dollars HT, tandis que les modules de 64 Go et 96 Go ont vu leur prix augmenter de plus de 30 % », ajoute le rapport de Reuters. Cette inflation fait suite à la décision de Samsung de reporter son annonce habituelle des prix en octobre, signe d'une tension croissante dans les négociations.

Flambée des prix face la demande pour l'IA

Samsung n'est pas le seul à augmenter ses prix. En octobre, TrendForce a rapporté qu'au quatrième trimestre, le coréen SK Hynix a aussi augmenté les prix des mémoires DRAM et NAND Flash jusqu'à 30 %. Le fabricant a par ailleurs déclaré lors de la présentation de ses résultats financiers en octobre que ses capacités de production de HBM, DRAM et NAND étaient « pratiquement épuisées » pour 2026. Du fait de la forte demande pour l'IA, l'entreprise affiche un bénéfice d'exploitation trimestriel record dépassant les 8 Md\$. Les analystes du secteur attribuent ces hausses de prix à la réorientation des capacités de production des fabricants. Toujours selon Trendforce, citant les propos du directeur commercial de Micron, la production de HBM pour les accélérateurs IA consomme trois fois plus de capacité de wafer que la DRAM standard. Après deux années de surproduction, les stocks de mémoire sont passés de plus de 30 se-



maines au début de 2023 à environ huit semaines.

« Le secteur de la mémoire se contracte plus rapidement que prévu, car la demande des serveurs IA en mémoire HBM, DDR5 et SSD d'entreprise dépasse de loin la croissance de l'offre », a déclaré Manish Rawat, analyste en semi-conducteurs chez TechInsights. « Et malgré la mise en service de nouvelles capacités de fabrication, une grande partie de celles-ci est consacrée à la HBM, laissant les DRAM et NAND conventionnelles en sous-approvisionnement. De produit cyclique, la mémoire est devenue un goulot d'étranglement stratégique au niveau duquel les fournisseurs peuvent appliquer en toute confiance une discipline tarifaire », a-t-il ajouté. Ce pouvoir de fixation des prix s'est manifesté dans l'approche adoptée par la firme sud-coréenne lors des négociations contractuelles. « Le retard pris par Samsung dans l'annonce de ses prix montre que les négociations en coulisses ont été acharnées, Samsung ayant finalement obtenu la hausse agressive qu'il souhaitait », a expliqué M. Rawat. « Cette situation atteste d'un clair transfert de pouvoir vers les fabricants de puces : les stocks se sont normalisés, l'offre est limitée et la de-

mande en IA est inévitable, ce qui laisse peu de marge de négociation aux acheteurs. » Selon Charlie Dai, vice-président et analyste principal chez Forrester, « cette augmentation de 60 % témoigne de la confiance dans la croissance soutenue des infrastructures pour l'IA et souligne le rôle stratégique de la mémoire en tant que goulot d'étranglement dans le calcul accéléré ».

Des serveurs de 10 à 25 % plus chers

« Pour les entreprises qui développent des infrastructures IA, cette dynamique de l'offre se traduit directement par une pression budgétaire », selon M. Rawat. « La mémoire fera augmenter le coût total des serveurs de 10 à 25 %, obligeant les entreprises à repenser leurs stratégies budgétaires et d'approvisionnement », a-t-il souligné. « Les DSI qui continuent à planifier comme si la mémoire allait arriver à temps et dans les limites du budget risquent d'avoir de mauvaises surprises », a mis en garde Sanchit Vir Gogia, analyste en chef et CEO de Greyhound Research. Les analystes ont déclaré que pour gérer ces pressions, les équipes des achats pourraient s'orienter vers des contrats d'approvisionnement plurian-

nuels, en particulier pour la HBM et la DDR5. M. Dai recommande aux entreprises « d'anticiper une augmentation du coût total de possession des clusters IA et de prévoir des cycles d'approvisionnement sur plusieurs trimestres ». M. Rawat ajoute que, « à court terme, les acheteurs doivent s'attendre à des révisions trimestrielles des prix ». Il leur recommande « d'anticiper leurs achats pour les constructions critiques et de quantifier leur exposition aux coûts liés à la mémoire ». Selon lui, « il faut désormais considérer la mémoire comme une matière première stratégique et volatile, dont l'offre reste limitée. »

Les pressions sur les prix s'étendent au-delà des centres de données d'entreprise. Si les coûts des centres de données vont augmenter, l'électronique grand public est soumise à une pression encore plus forte. « Depuis le début de l'année, les prix de la mémoire ont déjà augmenté de plus de 50 % », a fait remarquer Neil Shah, vice-président de la recherche chez Counterpoint Research. « L'impact réel se fait sentir sur les mémoires DDR bas de gamme et haut de gamme utilisées dans les terminaux comme les smartphones, les PC et les applications IoT. » Pour les fabricants opérant avec de faibles marges bénéficiaires, l'augmentation du coût de la mémoire est aggravée par les récentes hausses des prix des wafers de TSMC pour les nœuds de processus avancés.

Pas d'amélioration avant 2028

Compte tenu de l'offre restreinte sur tous les segments du marché, les entreprises qui espèrent une amélioration à court terme seront déçues. Samsung a annoncé le week-end dernier qu'il allait construire une autre ligne de production de mémoire dans son usine de Pyeongtaek, en Corée du Sud, dont la production de masse débutera en 2028. Dans un communiqué, l'entreprise a déclaré qu'elle anticipait « une expansion à moyen et long terme de la demande en semi-conducteurs de mémoire » sous l'impulsion de l'IA. Cependant, les lignes existantes de Samsung fonctionnent à pleine capacité, la production étant consacrée aux produits haut de gamme et aux clients clés. Selon M. Shah, Samsung pourrait réaffecter une partie de sa capacité de production 1C aux mémoires DDR de base, avec une clarification sur les rendements HBM4 attendue d'ici la fin du premier trimestre 2026. Compte tenu de ces contraintes, les analystes s'attendent à une volatilité des prix et à une offre limitée jusqu'en 2026, certains prévoyant que ces conditions difficiles pourraient perdurer pendant plusieurs années, les fabricants ayant du mal à répondre à la croissance de la demande induite par l'IA. « Toute architecture qui table sur une offre abondante sera exposée à un risque opérationnel », a insisté M. Gogia. « Dans un avenir prévisible, la stratégie en matière de mémoire fera partie intégrante de la stratégie commerciale. »

Brèves

Windows a 40 ans

La date marque l'acte de naissance de Windows 1 (version 1.01, basée sur MS-DOS), premier système d'exploitation graphique lancé par Microsoft, société fondée dix ans plus tôt par Paul Allen et un certain Bill Gates. Installée à Redmond, près de Seattle (Etat de Washington), l'entreprise proposait alors avec ce logiciel vendu 99 dollars une interface graphique permettant aux possesseurs de micro-ordinateurs de gérer différentes applications, comme des bases de données documentaires, un bloc-notes, ou des feuilles de calcul. Si Windows 2 sort deux ans plus tard, en décembre 1987, c'est avec la troisième mouture, Windows 3, en mai 1990, puis Windows 3.1 en 1992, que Microsoft connaît son premier grand succès commercial. En 1995, l'éditeur change de numérotation pour son OS en adoptant la date, Windows 95 et 98 seront aussi un succès avec le menu démarrer et le navigateur Internet Explorer. Modification encore de la dénomination en 2001, Windows passe en XP. Il faudra attendre

2007 pour le lancement de Vista, qui a été fortement décrié. Microsoft a corrigé le tir avec Windows 7 en 2009. Puis la version 8 est arrivée en 2012 avec une version Arm pour les tablettes et une modification de l'interface. Alors que l'itération 9 était attendue, Microsoft a décidé de sauter une génération en proposant Windows 10 en 2015 avec l'assistant Cortana et le navigateur Edge. Enfin en 2021, Windows 11 fait ses premiers pas sous les critiques, car il requiert des contraintes matérielles (TPM 2.0 et CPU récents).

Red Hat dévoile le projet Hummingbird

L'éditeur open source a présenté son initiative d'une distribution Linux légère concurrente d'Alpine et de Wolfi. L'objectif de pouvoir accélérer le développement des applications nativement cloud avec des images de conteneurs très légères. Hummingbird repose sur Container Linux, la mini-distribution de CoreOS (racheté en 2018 pour 250 M\$)

devenue Flatcar Container Linux (projet de la CNCF depuis 2025). Les images Hummingbird ne constituent pas une distribution Linux complète, mais des images de base soigneusement sélectionnées et conçues pour les conteneurs. Elles appliquent une politique de zéro vulnérabilité à la publication et incluent par défaut des nomenclatures logicielles (SBOM) complètes.

Nano Banana Pro lancé

Basé sur Gemini 3 Pro, l'outil de création et d'édition d'images gagne en performance et en précision. Il peut par exemple garder la consistance jusqu'à 5 personnes et en intégrant jusqu'à 14 images dans les créations. L'outil gère aussi les évolutions de 2K en 4K. Nano Banana Pro est actuellement disponible dans l'application Gemini, avec un quota gratuit limité, dans NotebookLM, ainsi que dans les produits destinés aux développeurs, aux entreprises et aux créatifs.

Le Tesla Model Y Performance restylé reste-t-il une référence face aux Allemands armés jusqu'aux dents ?

Le lifting récent du SUV familial de Tesla est l'occasion pour la marque d'améliorer sensiblement la version porte-drapeau. Si le Model Y Performance ne cède pas à la course à la puissance lancée par la concurrence allemande, on peut se demander s'il reste dans le coup, tant en matière de performances que de comportement routier ou de technologies...

Pionnier de l'électrique dans toutes les catégories, y compris celle du SUV sportif, Tesla était le seul constructeur à proposer en 2022, avec Ford et sa Mustang Mach-e GT, un modèle familial de plus de 430 ch. Un modèle « Performance » capable d'abattre un 0 à 100 km/h en seulement 3s7 grâce à un poids relativement contenu et à deux moteurs délivrant la cavalerie sur leur essieu respectif, et par ailleurs capable d'aller loin, le tout pour un tarif bien inférieur aux modèles thermiques des constructeurs historiques.

Oui, mais voilà : trois ans plus tard, les dites firmes ont investi massivement le créneau des catapultes "zéro émission", à grand renfort de moteurs survitaminés et de batteries aux capacités colossales, le tout saupoudré d'un savoir-faire typique en matière de raffinement et de technologies embarquées : Audi avec son SQ6 de 489 ch (en version SUV et Sportback), BMW avec son récent iX3 "Neue Klasse" 50 xDrive de 469 ch, et enfin Mercedes avec un très attendu GLC EQ 400 aussi puissant que l'Audi. A des tarifs bien supérieurs, cela dit

Plus gênant, des marques Chinoises s'y mettent aussi, et notamment XPeng avec son G6, qui fait l'affront, dans sa version Performance, de proposer 485 ch pour à peine plus de 50 000 €. Dur pour Tesla... Sauf que la marque d'Austin (Texas) ne s'est pas endormie sur ses lauriers et a même fourbi ses armes à l'occasion du restylage du Model Y cette année...

Certes, le SUV accuse son âge comparé à ses nouveaux concurrents particulièrement apprêtés (surtout côté teuton), d'autant que sa diffusion massive depuis 2021 l'a quasiment rendu banal sur nos routes, mais le lifting lui offre davantage de personnalité, avec notamment un regard plissé et un inédit bandeau de LED à l'arrière.

Et surtout, la panoplie qui vaut à l'Y l'honneur d'orner le logo Plaid initié par les Model S et X de 1 000 ch, suggère la sportivité. Un peu sur la proue, avec une lame plus prononcée et des ouïes noires de part et d'autre du bouclier, beaucoup sur la poupe, avec un aileron en fibre de carbone et un proéminent diffuseur, et énormément de profil avec des jantes de 21 pouces noires derrière lesquels on distingue des étriers de frein rouges.

À l'intérieur, la sportivité est moins affirmée : toujours aussi épurée, la planche de bord reste classique, voire austère, surtout comparée à celle des Allemands, en dépit de quelques touches de fibre de carbone. Par ailleurs, il faut toujours se familiariser avec la chasse aux boutons, qui impose de passer par l'écran pour simplement régler le volant, les rétroviseurs, ou... ouvrir la boîte à gants. Heureusement, les menus restent d'une simplicité enfantine. Pour ne rien gâter, le système offre ici une résolution plus élevée (80 % de pixels supplémentaires) que sur les autres Y.

Seule véritable indice de sportivité, les



sièges invitent à l'arsouille avec des dossiers monoblocs aux maintiens prononcés et des assises à longueur réglable (électriquement s'il vous plaît !), même si la position reste un peu haute. Cela tombe bien, il est temps d'aller voir si la mise à jour du modèle lui permet de faire face aux assauts de la concurrence.

Silence, ça pousse !

Contact ! Enfin, pied sur le frein, puisqu'il n'y a rien d'autre à faire pour éveiller les moteurs. Ne cherchez pas de levier d'inverseur, il n'y en a plus depuis longtemps : il faut passer par l'écran pour passer du mode parking aux modes Drive ou Reverse. Simplissime. Mieux, la voiture anticipe vos besoins : vous arrivez face à un mur puis braquez dans l'autre sens ? Elle comprend que vous manœuvrez et enclenche la marche arrière automatiquement. Déroutant au début voire un tantinet inquiétant, mais pratique finalement, voire indispensable après quelques jours. Et dire que certaines autos réclament encore d'appuyer fortement sur le frein, et d'insister plusieurs fois sur une commande pour réaliser la même opération...

Nous ne sommes pas là pour un concours de créneau, mais pour vérifier que ce Model Y Performance mérite le surcoût de 9 000 € par rapport à une « simple » version Grande Autonomie à quatre roues

motrices, et si l'auto reste un bon plan dans la catégorie. Nous enclenchons le mode de conduite « Inouïe » pour profiter du maximum de couple. Accélérateur pied au plancher, la tête vient coller le dossier, accréditant la thèse du 0 à 100 km/h en 3s6 (contre 4s8 pour le petit frère). Et les Allemands dans tout ça ? Malgré des cavaleries supérieures, les Audi SQ6 et Mercedes GLC EQ 400 réclament 4s3 sur le même exercice, et le BMW iX3 50, de puissance équivalente, 4s9. Un « boulevard », comme on dit... Le XPeng G6 également, reste derrière, mais dans une moindre mesure (4s). Seule catapulte capable de rivaliser avec seulement 3s5 : la Kia EV6 GT, avec ses 650 ch !

Il faut dire qu'avec 2 033 kg à vide, le Tesla pèse entre 300 et 500 kg de moins que les Teutons et quasi 100 kg de moins que le Chinois. Une relative légèreté qui l'avantage également dans les lacets : ce Model Y vire vite et à plat, bien aidée par une direction franche (à défaut d'être informative), un train avant réactif et une suspension pilotée autoritaire. Mieux, le grip semble difficile à prendre en défaut, du moins sur le sec, grâce aux pneus Pirelli P-Zero XXL. C'est simple, on a l'impression de conduire un gros kart, de surcroît confortable, l'amortissement restant assez prévenant sur les bosses. Enfin, l'auto s'avère assez équilibrée avec un arrière qui peut accompagner le mouve-

ment en entrée et en sortie de courbe, mais sans brutalité ni excès. Seul bémol : le freinage manque d'attaque à la pédale. Pas très sport vu les vitesses atteintes... Reste à savoir si ce Model Y est toujours apte à voyager loin face à des rivaux qui annoncent, pour certains, entre 650 et 800 km d'autonomie en cycle mixte. Ne rêvons pas : alors que ses concurrents embarquent des batteries avoisinant 90 voire 100 kWh utiles pour les Allemands, le Tesla reste modeste avec une capacité de 75 kWh. Pour autant, il ne s'arrêtera pas beaucoup plus souvent sur autoroute grâce à son aéro soignée, gage d'une consommation contenue : à 130 km/h, nous avons ainsi constaté 20 kWh/100 km seulement, avec une température extérieure de 18°C. Difficile de trouver plus efficient dans la catégorie. De quoi autoriser environ 350 km avant de ravitailler, ou 280 km avec 80 % de charge. Un niveau que l'on regagnera après moins de 20 minutes de branchement sur une borne rapide (l'autre avantage d'une batterie à la capacité modeste), les Model Y haut de gamme acceptant jusqu'à 250 kW en courant continu. Et si l'autonomie ne vous suffit pas, vous pouvez toujours vous rabattre sur une Model 3 Performance, à la fois plus sportive par son comportement, plus efficiente et environ 7 000 € moins chère. À moins que vous ayez absolument besoin d'un hayon et de la position surélevée...

Mots fléchés

UN DES BEATLES REMETTRE À JOUR		UN DES BEATLES PAS GRAVE DU TOUT		LONGUEURS LONGUES PÂTES		PRÉNOM SLAVE FLEUVE CÔTIER		TENTÂT MILLE-PATTES		MAÎTRE-OUVRIER	
PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE ENRÔLÉ										SAGACITÉ	
						MONTAGNES EN SIBÉRIE VOLUME					
PLI DU PANTALON PETITE QUANTITÉ							VILLE DE BRETAGNE		CÉSIUM AU LABO UN DES BEATLES		
		BRAISE DIVAGUEZ						PERDIT DE L'EAU			
CROYANT	ÉCOLE DU POUVOIR UN DES BEATLES				PRODUC-TEUR DES BEATLES ARCHIVES TÉLÉ						
								ASTATE AU LABO PRÉNOM FÉMININ		MANAGER DES BEATLES	
INDO-EUROPÉEN CLAMEUR						FOLLE TUMÉFIÉE					
			DUR TRAVAIL GRAND-PÈRE							PETIT ULCÈRE	
FOOTBALL À MADRID CHAMP DE CULTURE					FUT CONSOMMÉ PAR LES BEATLES EX-RMI				CHAMPION		
							ENLÈVEMENT				
SOUHAIT		NETTOIE ROULÉ							INTER-JECTION SUR LES DIPLÔMES		
				PARESSEUX			P'TITE BÊTE AU TIBET				
MINABLES					CONJONC-TION			MONNAIE JAPONAISE			

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Ahmed Attaf à Luanda pour participer au 7^e Sommet UA-UE

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, dimanche, à Luanda (Angola) pour participer aux travaux du 7^e Sommet de coopération et de partenariat entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), prévus les 24 et 25 novembre, indique un communiqué du ministère.



SALON "TASSHIIL"

Une plateforme de promotion des innovations dans le domaine financier

La deuxième édition du Salon du Crédit, Leasing et investissement "Tasshiil 2025", dont les activités ont débuté dimanche au Palais des Expositions (Pins Maritimes-Alger), a constitué une occasion pour présenter plusieurs innovations dans le domaine financier. Cette édition a connu la participation d'organismes et de start-up qui ont présenté de nouvelles solutions visant à améliorer la performance bancaire et à renforcer la relation avec le client à travers la simplification des procédures et un meilleur accès à l'information. Dans ce contexte, l'entreprise "FinOutSource", spécialisée dans la Fintech, a présenté sa nouvelle innovation, à savoir un programme de chat automatisé "Chatbot" qui permet de fournir aux clients des banques les informations nécessaires y compris celles relatives aux crédits, en utilisant l'intelligence artificielle. Cette nouvelle application, installée sur le site web de la banque, agit comme un "employé virtuel" qui répond aux demandes de renseignements des clients bancaires dans un délai très court, sans avoir besoin de se déplacer vers l'agence, selon les explications fournies par les responsables de cette institution. Une entreprise de développement numérique participante a également présenté une nouvelle application permettant de stimuler à distance un crédit bancaire auprès des différentes banques actives sur le marché. De son côté, le commissaire aux comptes, Salim Azouz, propriétaire du cabinet d'audit comptable "AZOUZ", a présenté sa plateforme numérique "Tax Online", qui facilite pour ses utilisateurs la recherche de textes juridiques, notamment dans le domaine fiscal. Dans le même contexte, la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), prend part à cette édition pour présenter ses différents produits financiers destinés au financement des porteurs de projets innovants et à leur concrétisation sur le terrain. Parmi ces produits, figure notamment "Pro Invest", un plan d'épargne de 10.000 DA par mois, permettant à son souscripteur d'obtenir un crédit pour le financement de son projet dans un délai de 60 mois, assorti d'avantages préférentiels, selon les explications fournies par la directrice du marketing et de la communication de la banque publique, Nacira Ibarissen. S'agissant du e-paiement, la responsable a évoqué le service de paiement mobile "MobiPay" via le code QR, permettant depuis son lancement en mars dernier, d'attirer près de 10.000 abonnés et 700 commerçants. La deuxième édition du Salon "Tasshiil", qui se poursuit jusqu'au 25 novembre courant, connaît la participation de 70 exposants représentant les différentes branches du secteur financier.

OPÉRATIONS LIÉES AUX ACTIFS VIRTUELS

La Banque d'Algérie définit les lignes directrices d'identification et d'interdiction

La Banque d'Algérie (BA) vient de rendre publiques sur son site web les lignes directrices élaborées par sa commission bancaire, portant sur l'identification, le blocage et l'interdiction des opérations liées aux actifs virtuels, dans le but d'assurer une application stricte des interdictions prévues par la réglementation nationale face aux risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et d'autres usages illicites liés à ces actifs numériques. Ces lignes directrices, n° 06/2025, visent à répondre aux défis posés par l'utilisation croissante de ces actifs, susceptibles d'être échangés ou transférés de manière digitale, notamment via des plateformes étrangères, malgré l'interdiction de leur usage en Algérie. Les actifs virtuels --distincts des monnaies traditionnelles du fait de l'absence de garantie étatique et exclus de tout adossement à l'or ou aux devises souveraines, tout en étant également dissociés des valeurs numériques rattachées aux devises fiduciaires, titres financiers ou autres instruments financiers-- permettent des transactions rapides et sans intermédiaire, ce qui les rend attractifs pour certains utilisateurs, mais également pour des acteurs malveillants. La commission bancaire souligne que ces lignes directrices sont destinées à orienter les institutions financières dans la mise en œuvre de procédures et dispositifs permettant le respect effectif de l'interdiction de l'utilisation de ces actifs au sein de leurs systèmes. A ce titre, les banques et Algérie Poste devront renforcer leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment par l'adoption d'une approche basée sur les risques, la mise en œuvre de mesures de vigilance renforcées, la surveillance

continue des transactions, l'organisation de formations dédiées ainsi que l'amélioration des mécanismes internes de déclaration des opérations suspectes. Les institutions financières sont également appelées à appliquer des mesures de diligence accrue envers leurs clients et leurs opérations, à développer une veille active ciblant notamment les plateformes numériques, les réseaux sociaux et les sources ouvertes, et à mettre en place des systèmes de contrôle interne afin de prévenir et détecter les activités suspectes liées aux actifs virtuels. En cas de suspicion, les banques et Algérie Poste devront informer immédiatement la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), précisent les lignes directrices. "Toute opération suspecte impliquant des actifs virtuels, ou toute transaction en lien avec ces actifs, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate auprès de la CTRF", stipule le document, rappelant que cette déclaration relève du secret professionnel et doit inclure l'ensemble des informations nécessaires à l'évaluation du niveau de risque, et ce "sans délai dès la détection de comporte-

ments ou opérations présentant des signaux inhabituels ou suspects". A noter que le dernier rapport d'évaluation des risques élaboré par "la Cellule d'identification des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le cadre des transactions électroniques ou de l'utilisation de nouvelles technologies", fait état d'une progression significative de l'adoption des actifs virtuels en Algérie. Le rapport estime à plus de 1,74 million le nombre d'utilisateurs nationaux, pour une valeur reçue de 9,7 milliards de dollars, "soit l'équivalent de plus de 16% du secteur informel et plus de 4% du PIB". Les crypto-actifs les plus utilisés sont le Tether (USDT), dominant en nombre d'utilisateurs en raison de sa stabilité, suivi du Bitcoin (BTC), de l'Ethereum (ETH) et du Litecoin (LTC). Toutefois, en termes de volume financier, le Bitcoin demeure prédominant, suivi du Tether et de l'Ethereum, du fait de sa valeur unitaire élevée qui génère des montants transactionnels importants malgré un nombre relativement restreint de transferts, selon le même rapport.

BDL

Plus de 7 millions d'opérations de paiement électronique enregistrées depuis début 2025

La Banque de développement local (BDL) a enregistré plus de sept millions d'opérations de paiement électronique durant les dix premiers mois de l'année en cours 2025, dans un contexte marqué par un recours croissant des consommateurs aux services bancaires numériques en vue de réduire l'utilisation de la monnaie fiduciaire, a indiqué la banque publique dans son dernier bilan. A ce titre, la BDL a fait état de 176.533 cartes bancaires (Classique et Gold) en circulation, ayant permis d'effectuer 7.121.495 opérations de e-paiement depuis le début de l'année 2025, dont plus de 5 millions d'opérations sur DAB et GAB. Par ailleurs, la BDL a recensé 138.131 clients au service électronique "e-Banking", qui permet la consultation instantanée des comptes, réaliser un virement ou suivre une opération sans se déplacer en agence, "ce qui reflète une évolution rapide des habitudes de paiement vers plus de simplicité, de sécurité et de disponibilité 24h/24", selon le même bilan.

MOTOREST
matériel agricole

5 ÈME ÉDITION

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET L'INTÉGRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU RENDEZ VOUS !